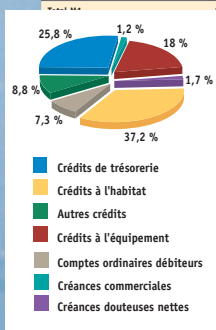


Bulletin trimestriel

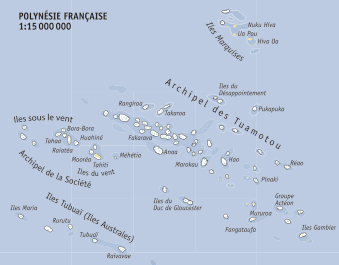
Conjoncture monétaire et financière

	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
M1	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
Circulation fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	196 908	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPT	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
M2	17 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
M3	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
M4	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
M5	-	368	760	368	392	-	106,6 %
M6	08 539	325 220	378 998	16 680	53 778	5,4 %	16,5 %
M7	94 903	197 245	168 135	2 342	- 29 111	1,2 %	- 14,8 %
M8	173 558	170 284	145 140	- 3 274	- 25 144	- 1,9 %	- 14,8 %



N° 140 - Statistiques au 30/09/2009

POLYNÉSIE FRANÇAISE
1:15 000 000



Polynésie française

L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

- **L'émission des signes monétaires ;**
- **Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- **Les services rendus à la communauté bancaire** (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc...) ;
- **La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne**, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- **La réalisation d'études périodiques** (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer;
- **L'établissement de la balance des paiements de la Polynésie française**, conjointement avec la Banque de France.

Sommaire

Synthèse	4
Annexes	7
Méthodologie	7
1. La masse monétaire et la circulation fiduciaire	9
1.1 La masse monétaire	9
1.2 La circulation fiduciaire	9
1.3 Les contreparties de la masse monétaire	10
2. Les avoirs financiers des agents économiques	11
2.1 Les avoirs des ménages	12
2.2 Les avoirs des sociétés	13
2.3 Les avoirs par nature	14
3. L'endettement des agents économiques	15
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit	15
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux	19
4. Le financement des crédits bancaires	21
4.1 L'équilibre emplois- ressources	21
4.2 Le réescompte	21
5. Les engagements sectoriels	22
6. Les indicateurs de vulnérabilité	24
6.1 Les indicateurs globaux	24
6.2 La vulnérabilité des ménages	24
6.3 La vulnérabilité des entreprises	25
7. Les échanges de valeurs	25
8. Rappel des taux	26
8.1 Les taux règlementés	26
8.2 Les principaux taux de marché	26
8.3 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises	26
8.4 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers	26
8.5 Taux de l'usure	26

Evolution monétaire et financière internationale

La période de forte contraction de l'activité semble toucher à sa fin au troisième trimestre 2009 et les prévisions de croissance des grandes économies mondiales indiquent que la reprise s'affermi. Après cinq trimestres consécutifs de baisse du produit intérieur brut, la zone euro enregistre une hausse de 0,4 % de son PIB par rapport au trimestre précédent et le PIB américain en volume a augmenté de 2,8 % en termes annualisés. La fin du processus de déstockage des entreprises relance la production et le commerce mondial, tiré par certains pays émergents, renoue avec la croissance. Les anticipations en matière d'inflation à moyen et long termes indiquent un retour à la hausse des prix mais à des rythmes contenus, respectant l'objectif cible de la BCE « sous mais proche de 2% ». Néanmoins, la volatilité des statistiques souligne la vulnérabilité de la reprise économique. Les taux de chômage des grandes économies demeurent à des niveaux élevés et il subsiste un risque que la reprise s'essouffle quand les effets des politiques de relance, ponctuelles, s'estomperont.

En termes de politique monétaire, les banques centrales ont laissé inchangés leurs principaux taux directeurs à des niveaux particulièrement bas, entre 0 et 0,25 % pour la Réserve fédérale américaine, 1 % pour la Banque centrale européenne et 0,1 % pour la Banque centrale du Japon. Afin d'appuyer les besoins de liquidité du système bancaire, la Banque centrale européenne a lancé le 30 septembre 2009 une seconde opération de refinancement à un an (sur les trois prévues pour l'année 2009), au taux de 1 %. Signe que le marché interbancaire a retrouvé une certaine autonomie par rapport à la Banque centrale européenne, la demande des banques, qui avait atteint 442 milliards lors de la première opération en juin dernier, a fortement baissé dans le cadre de cette seconde intervention, le montant alloué en septembre s'établissant à 75 milliards d'euros. La plupart des grands établissements bancaires européens ont enregistré d'importants bénéfices au troisième trimestre grâce à la bonne tenue de leurs activités de banque de détail et au dynamisme de leurs activités de banque de financement et d'investissement avec la forte reprise des marchés financiers. Les banques françaises ont presque toutes initié le remboursement des prêts, de 19,8 milliards d'euros, consentis par l'Etat français par l'intermédiaire de la Société de prise de participation de l'Etat en décembre 2008.

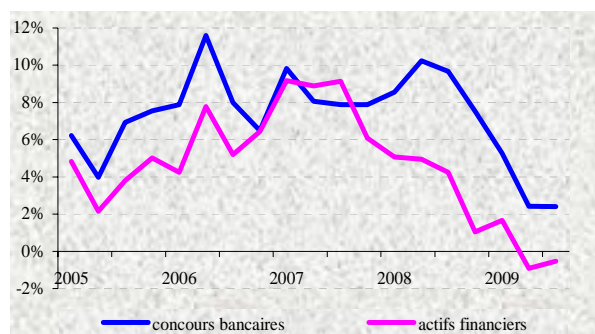
Du point de vue des marchés, les signaux de reprise se sont traduits par un rebond des grandes places boursières et des cours mondiaux des matières premières. La faiblesse du dollar (dont la valeur n'a cessé de se déprécier sur le troisième trimestre 2009, le cours euro/USD passant de 1,41 à 1,46) est pour partie à l'origine de la hausse des prix des matières premières et en particulier des cours du pétrole et de l'or, par un mécanisme de "carry trade" (les agents s'endettant massivement en dollar pour acquérir des matières premières, contribuant à exercer une pression à la hausse sur leur cours). Le prix du baril de pétrole a ainsi enregistré une augmentation notable : descendu à 60 USD en juillet, il s'établissait entre 70 et 75 USD courant octobre, avant d'atteindre près de 80 USD début novembre. Le cours de l'or a également suivi cette tendance haussière, dépassant 1100 USD l'once en novembre.

Dégradation du portefeuille des banques polynésiennes

Confrontée à une dégradation de la conjoncture économique polynésienne et à une perte de confiance généralisée des agents économiques, l'activité des établissements de crédit de la place affiche un net ralentissement au cours du troisième trimestre 2009, tant au niveau de la collecte de dépôts que de l'octroi de crédits. Ainsi, le rythme de croissance annuel de l'encours global des concours bancaires n'a cessé de ralentir depuis un an tandis que celui des actifs financiers des agents économiques est resté négatif au 30 septembre 2009.

Par ailleurs, le troisième trimestre 2009 a également été marqué par une nouvelle hausse des encours de créances douteuses, qui a conduit à une nette augmentation du coût du risque pour les établissements de crédit.

Evolution en glissement annuel

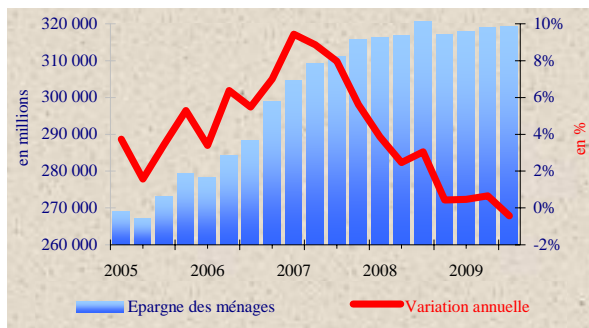


Contraction des actifs financiers des ménages et des sociétés

Au 30 septembre 2009, l'encours des dépôts collectés par les banques atteignait 469,3 milliards de F CFP, enchaînant un second trimestre consécutif de baisse en glissement annuel, avec - 0,5 %.

En net ralentissement depuis plusieurs trimestres, le rythme de croissance annuel des actifs financiers des ménages est devenu pour la première fois négatif au 30 septembre 2009 (- 0,4 % par rapport à septembre 2008). La contraction de leurs dépôts illustre les tensions de trésorerie des ménages, dans un contexte de dégradation prononcée du marché de l'emploi¹.

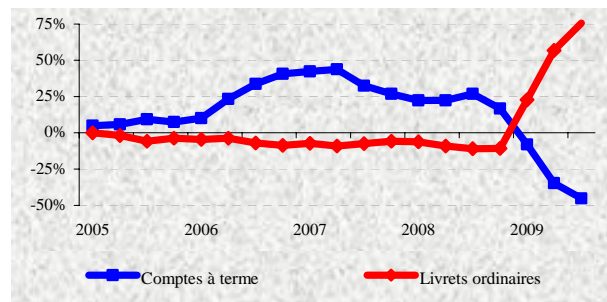
Evolution de l'épargne des ménages



La poursuite de la baisse des taux de rémunération des comptes à terme au cours des derniers mois² a incité les ménages à rester prudents et à orienter massivement leur épargne vers leurs comptes sur livrets, dont l'encours a augmenté de 7,2 % sur le seul dernier trimestre et de 75,5 % sur l'année.

Une partie de leurs actifs financiers a également été placée à long terme, avec une préférence pour les contrats d'assurance-vie dont l'encours a crû de 4,7 % en glissement annuel. Ces arbitrages ont été opérés au détriment des dépôts à terme, dont l'encours a connu une forte diminution (- 8,9 % sur le trimestre et - 45,2 % en l'espace d'un an).

Taux de croissance annuel des comptes à terme et des comptes sur livrets des ménages



Les dépôts des sociétés se sont également contractés au cours du troisième trimestre 2009 : - 2,4 % en trois mois et - 0,3 % en rythme annuel. Les comptes à terme se sont inscrits en forte baisse (- 10,2 % par rapport à septembre 2008), certaines entreprises puisant dans cette épargne faiblement rémunérée pour rembourser par anticipation leurs crédits d'équipement. En revanche, l'encours des dépôts à vue a progressé sensiblement en septembre 2009 (+ 17,7 %) : en manque de visibilité sur l'évolution de leur activité, les sociétés semblent privilégier des liquidités immédiatement disponibles.

Ralentissement sensible de la croissance des crédits bancaires

S'élevant à 580,1 milliards de F CFP au 30 septembre 2009, l'encours des crédits des établissements installés ou non localement, s'est inscrit en léger retrait par rapport au trimestre précédent (- 0,1 %). En glissement annuel, il a poursuivi sa croissance (+ 2,5 %), mais à un rythme beaucoup plus modéré qu'en septembre 2008 (+ 9,7 %). Par ailleurs, l'encours sain n'a augmenté que de 1,1 % en l'espace d'un an.

Dans le détail, l'encours de crédits aux ménages s'élevait à 265,7 milliards de F CFP au troisième trimestre 2009, soit une hausse de 2,3 % par rapport à septembre 2008. Toutefois, la croissance de leur encours sain n'a cessé de s'essouffler depuis plusieurs trimestres³.

Les crédits à l'habitat des ménages (59 % de leur encours sain) ont augmenté de 5,5 %. Il s'agit du plus faible taux de croissance annuel observé depuis de nombreuses années, alors que se profile l'échéance du dispositif PHB qui a permis un regain de croissance de ce type de crédit depuis sa reconduction fin 2008. Pour leur part, les crédits à la consommation ont également subi un coup d'arrêt,

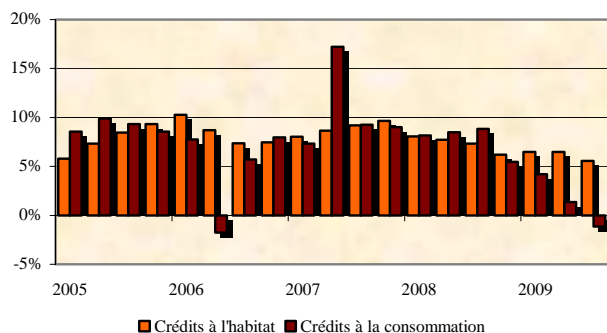
¹ L'indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand a reculé de 6,9 % en glissement annuel et de 0,9 % au cours des trois derniers mois.

² La moyenne mensuelle de l'Euribor 3 mois est passée de 1,226 % à 0,771 % entre juin et septembre 2009. En septembre 2008, elle s'élevait à 5,018 %.

³ +7,3 % en septembre 2008, +5,3 % en décembre 2008, +4,9 % en mars 2009 et +3,9 % en juin 2009.

leur encours s'inscrivant en retrait de 1,1 % en rythme annuel.

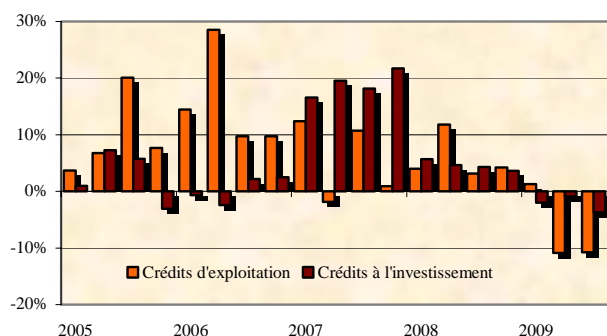
Crédits à l'habitat et crédits à la consommation des ménages (croissance en glissement annuel)



La morosité de l'activité économique et l'attentisme des entreprises se sont traduits par une diminution de leurs demandes de financement bancaire. En effet, les crédits qui leur ont été consentis se sont élevés à 180,2 milliards de F CFP, en net retrait par rapport au troisième trimestre 2008 (- 5,9 %).

Les crédits d'exploitation des entreprises se sont inscrits en repli de 10,8 % entre septembre 2008 et septembre 2009, la baisse de leurs carnets de commandes ayant limité leurs besoins de trésorerie. Par ailleurs, les intentions d'investissement des entreprises ont marqué le pas compte tenu de l'atonie de la conjoncture économique et des effets tardifs du plan de relance. Ainsi, les crédits à l'équipement qui leur ont été consentis ont fléchi de 3,3 %.

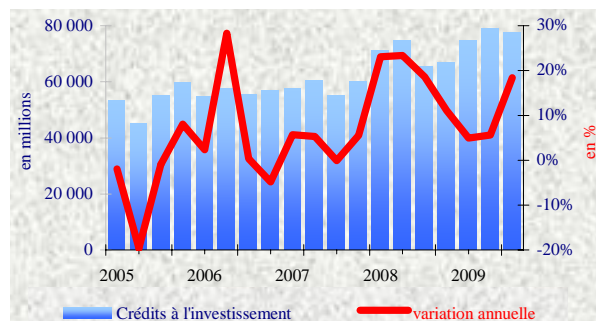
Crédits d'exploitation et crédits d'investissement des entreprises (croissance en glissement annuel)



Sur le troisième trimestre 2009, l'encours sain des collectivités locales (81,2 milliards de F CFP à fin septembre 2009) a crû de 11,4 % en rythme annuel, soutenu par les crédits à l'équipement (+ 18,4 %). Sur les trois derniers mois, ces derniers se sont toutefois repliés de 1,8 %, en dépit d'un prêt contracté en juillet 2009 par le Pays auprès d'un établissement de crédit de la place afin de financer

des opérations dans le cadre du plan de relance, à hauteur de 5 milliards de F CFP.

Evolution des crédits d'investissement des collectivités locales



Principaux bénéficiaires des nouveaux engagements : les secteurs des transports et de l'industrie.

L'analyse de la centrale des risques laisse apparaître au troisième trimestre de l'année une forte augmentation en rythme annuel des engagements en faveur des secteurs du transport (+ 16,5 % de l'encours sain) et de l'industrie (+ 12,9 %). En revanche, le BTP (-11,4 %) et le commerce (-15,9 %) ont observé une baisse sensible de leur encours, ce dernier secteur étant directement confronté à la baisse de la consommation des ménages sur les trois derniers trimestres, tendance à rapprocher des arbitrages opérés par ces derniers compte tenu des récentes tensions de trésorerie.

Baisse du coût du crédit aux entreprises et aux particuliers.

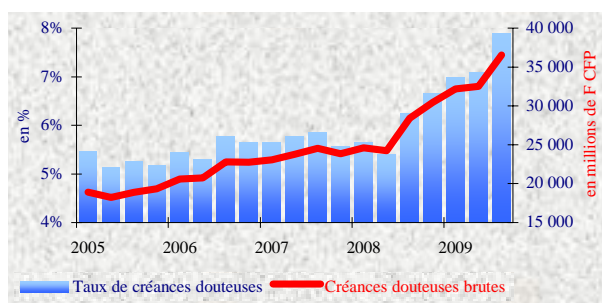
Des enquêtes sur le coût du crédit ont été réalisées par l'IEOM de juillet à août 2009 auprès des établissements de crédit de la place, mettant en exergue une baisse générale des conditions débitrices :

- le taux moyen pondéré global (TMPG) des concours bancaires accordés aux entreprises a été évalué à 4,78 %, en retrait de 209 points de base en comparaison annuelle. La baisse du coût du crédit a concerné tous les types de crédit, qu'ils soient à court terme (-214 points de base) ou à moyen terme (-201 pb).
- le coût moyen du crédit aux particuliers s'est quant à lui inscrit en retrait de 74 points de base par rapport à l'enquête de juillet-août 2008, la baisse des taux étant particulièrement sensible pour les prêts personnels inférieurs à 181.920 F CFP (-82 pb) et les prêts immobiliers (-66 pb).

Forte dégradation de la sinistralité des agents économiques polynésiens au troisième trimestre.

La qualité des risques des établissements de crédit polynésiens a poursuivi sa dégradation au troisième trimestre 2009. A l'issue d'un cinquième trimestre consécutif d'augmentation de leur encours, les créances douteuses brutes se sont élevées à 36,6 milliards de F CFP au 30 septembre 2009. Elles ont progressé de 12,5 % sur les seuls trois derniers mois et de 28,6 % en un an, représentant désormais 7,9 % de l'encours brut total (6,2 % en septembre 2008 et 7,1 % en juin 2009).

Evolution des créances douteuses brutes des établissements de crédit locaux



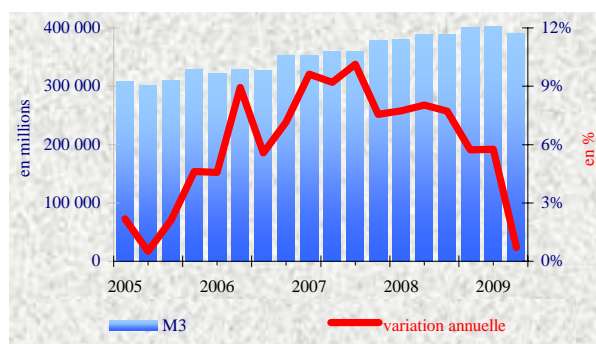
Cette hausse de la sinistralité a affecté en premier lieu les entreprises puis, plus récemment, les ménages. Pour les entreprises, la recrudescence des créances douteuses a été particulièrement prononcée sur les trois derniers mois (+16 %), certains secteurs étant plus gravement confrontés à des difficultés de remboursement de leurs crédits, notamment l'hôtellerie-restauration (+ 45,7 %), les services (+ 29,9 %) et le BTP (+ 16,7 %).

Stagnation de la masse monétaire, évolution négative de la position extérieure nette du système bancaire

S'établissant à 388,6 milliards de F CFP au 30 septembre 2009, la masse monétaire M3 s'est de nouveau inscrite en retrait par rapport au trimestre

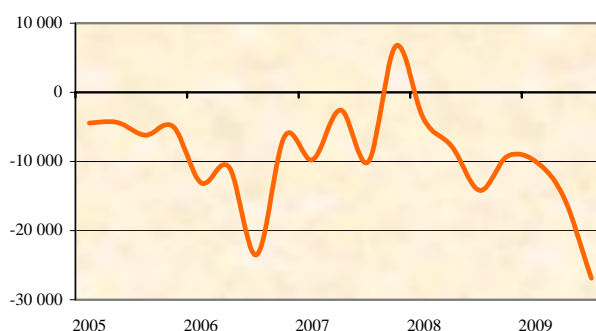
précédent (- 0,5 %) ; elle est par ailleurs quasiment stable sur un an (+ 0,3 %).

Evolution de la masse monétaire M3



La faiblesse de l'activité économique actuelle a contribué à accroître le besoin de ressources des établissements de crédit de la place qui, peinant à mobiliser l'épargne locale, ont été contraints de se tourner vers leurs maisons-mères. Ainsi, entre juin et septembre 2009, les engagements hors zone du système bancaire ont crû de 4,9 % sur le trimestre tandis que leurs avoirs hors zone d'émission ont reculé de 6 %. La principale conséquence de ces évolutions est un gonflement du déséquilibre de la position extérieure nette du système bancaire local à 26,9 milliards de F CFP en septembre 2009 (-15 milliards en juin 2009).

Position extérieure nette du système bancaire (en millions de F CFP)



Annexes

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. Le Trésor est assimilé à un établissement local.

2) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors de la collectivité.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les ménages regroupent les particuliers et les entrepreneurs individuels. Les sociétés correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux.

Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans la collectivité sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden et Natixis.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Remarque : La série des encours de crédit accordés par les établissements de crédit situés hors de la zone d'émission (HZE) présente une rupture à compter de l'arrêté du 31 mars 2007. En effet, ils ont été complétés par les données issues du SCR de la Banque de France qui permet de recenser les risques des établissements installés en métropole à destination de bénéficiaires installés en Polynésie française.

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de l'IEOM recense, à partir d'un seuil déclaratif de 2,5 millions de F CFP de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Secteurs	Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)
Agriculture, élevage, pêche	01 à 05
Industrie	10 à 41
BTP	45
Commerce	50 à 52
Hôtellerie	551A, 551C, 552A, 552C, 552E et 555D
Transport	60 à 64
Services	551E, 552F, 553A, 553B, 554A, 554B, 555A, 555C, 502Z, 65 à 74 et 80 à 95
Divers	75 et 99

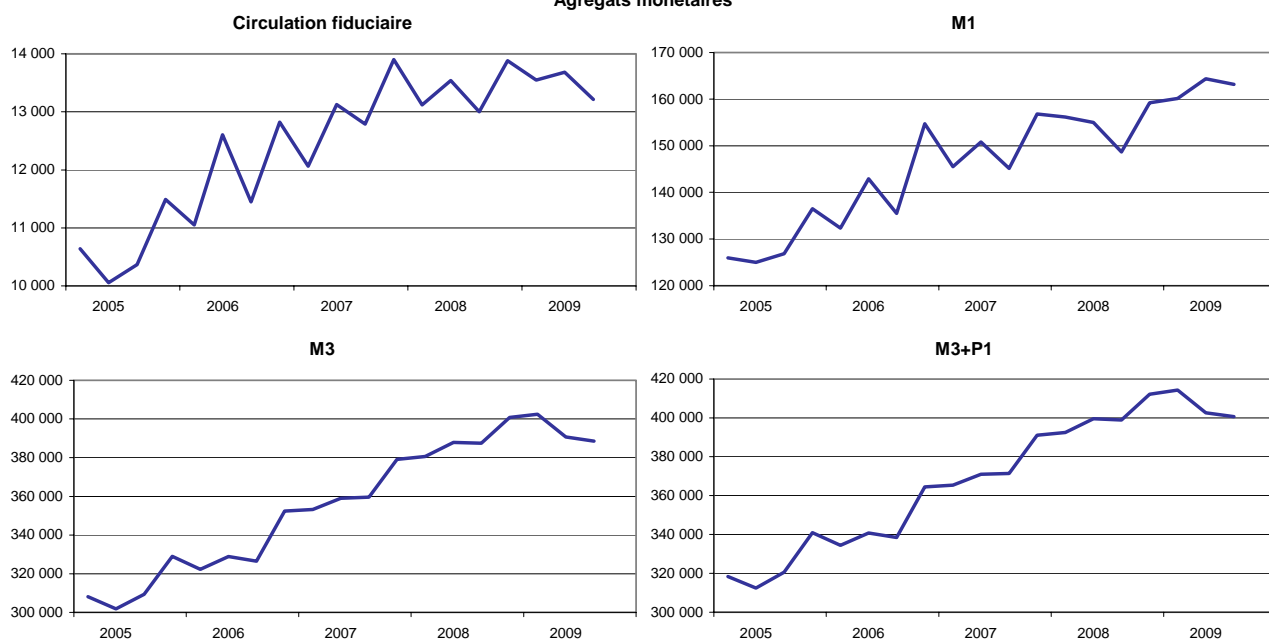
1. La masse monétaire et la circulation fiduciaire

1.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF										Variations	
	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	1 trim	1 an	
Circulation fiduciaire	10 179	10 365	11 450	12 788	13 001	13 879	13 547	13 681	13 214	-3,4%	1,6%	
Billets	8 585	8 701	9 700	10 940	11 083	11 925	11 604	11 715	11 242	-4,0%	1,4%	
Pièces	1 594	1 665	1 750	1 848	1 918	1 954	1 944	1 966	1 972	0,3%	2,8%	
Dépôts à vue	113 492	116 457	124 053	132 364	135 697	145 336	146 561	150 686	149 923	-0,5%	10,5%	
TOTAL M1	123 671	126 822	135 502	145 152	148 698	159 215	160 109	164 367	163 137	-0,7%	9,7%	
M2-M1	82 521	78 323	72 762	67 379	60 431	60 962	82 478	98 232	105 313	7,2%	74,3%	
Comptes sur livrets	82 289	78 064	72 519	67 167	60 231	60 756	82 263	98 026	105 098	7,2%	74,5%	
Comptes épargne logement	232	259	242	212	200	206	215	206	215	4,2%	7,0%	
TOTAL M2	206 192	205 145	208 264	212 531	209 129	220 177	242 587	262 599	268 450	2,2%	28,4%	
M3-M2	96 676	104 159	118 282	147 094	178 325	180 659	159 950	128 054	120 109	-6,2%	-32,6%	
Dépôts à terme	72 612	78 851	106 750	136 752	165 817	169 696	149 022	119 157	111 718	-6,2%	-32,6%	
Titres de créance négociables	10 075	13 088	2 248	2 623	2 423	1 386	1 629	935	688	-26,4%	-71,6%	
Bons de caisse	13 990	12 220	9 284	7 720	10 086	9 577	9 299	7 963	7 703	-3,3%	-23,6%	
Total M3	302 868	309 304	326 546	359 625	387 454	400 837	402 537	390 653	388 559	-0,5%	0,3%	
P1	8 859	11 232	11 914	11 788	11 428	11 393	11 802	11 915	12 164	2,1%	6,4%	
Plans d'épargne logement	8 859	11 232	11 914	11 788	11 428	11 393	11 802	11 915	12 164	2,1%	6,4%	
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
M3+P1	311 727	320 536	338 460	371 413	398 882	412 230	414 339	402 568	400 723	-0,5%	0,5%	

1.2 La circulation fiduciaire

Agrégats monétaires



Emissions de pièces	Montants en millions de XPF										Variations	
	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	1 trim	1 an	
En nombre	139 346 845	146 075 576	153 108 363	159 862 184	166 883 103	168 914 253	169 622 715	171 043 046	171 851 888	0,5%	3,0%	
100 F CFP	8 688 146	9 077 968	9 585 994	10 168 779	10 523 764	10 775 658	10 663 871	10 817 328	10 840 571	0,2%	3,0%	
50 F CFP	3 744 512	3 889 787	4 072 794	4 289 051	4 495 057	4 561 059	4 522 307	4 565 326	4 584 676	0,4%	2,0%	
20 F CFP	9 833 157	10 235 460	10 715 726	11 269 242	11 620 266	11 796 238	11 808 006	11 902 600	11 920 536	0,2%	2,6%	
10 F CFP	13 765 985	14 362 504	14 997 995	15 769 462	16 437 282	16 630 874	16 649 916	16 787 553	16 831 965	0,3%	2,4%	
5 F CFP	15 625 329	16 492 166	17 292 168	18 150 977	18 917 409	19 166 649	19 335 861	19 487 027	19 583 426	0,5%	3,5%	
2 F CFP	36 990 810	38 888 340	40 590 339	42 464 411	44 287 364	44 734 868	45 046 864	45 413 367	45 612 868	0,4%	3,0%	
1 F CFP	50 698 906	53 129 351	55 853 347	57 750 262	60 601 961	61 248 907	61 595 890	62 069 845	62 477 846	0,7%	3,1%	
En millions de F CFP	1 593	1 664	1 750	1 848	1 918	1 954	1 944	1 966	1 972	0,3%	2,8%	
100 F CFP	869	908	959	1 017	1 052	1 078	1 066	1 082	1 084	0,2%	3,0%	
50 F CFP	187	194	204	214	225	228	226	228	229	0,4%	2,0%	
20 F CFP	197	205	214	225	232	236	236	238	238	0,2%	2,6%	
10 F CFP	138	144	150	158	164	166	166	168	168	0,3%	2,4%	
5 F CFP	78	82	86	91	95	96	97	97	98	0,5%	3,5%	
2 F CFP	74	78	81	85	89	89	90	91	91	0,4%	3,0%	
1 F CFP	51	53	56	58	61	61	62	62	62	0,7%	3,1%	

Conjoncture financière et bancaire

Emissions de billets	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	1 trim	1 an
En nombre	4 730 332	4 929 183	5 378 913	6 019 995	6 374 165	6 847 370	6 582 580	6 637 721	6 540 635	-1,5%	2,6%
10 000 F CFP	646 143	753 201	861 189	964 128	982 991	1 104 268	1 024 144	1 060 847	1 014 139	-4,4%	3,2%
5 000 F CFP	547 459	481 493	482 419	539 946	527 585	608 774	530 432	527 839	482 129	-8,7%	-8,6%
1 000 F CFP	2 417 428	2 537 891	2 752 327	3 108 421	3 328 594	3 555 708	3 464 187	3 454 797	3 433 631	-0,6%	3,2%
500 F CFP	1 119 302	1 156 598	1 282 978	1 407 500	1 534 995	1 578 620	1 563 817	1 594 238	1 610 736	1,0%	4,9%
En millions de F CFP	12 176	13 056	14 418	16 153	16 564	18 432	17 140	17 500	16 791	-4,0%	1,4%
10 000 F CFP	6 461	7 532	8 612	9 641	9 830	11 043	10 241	10 608	10 141	-4,4%	3,2%
5 000 F CFP	2 737	2 407	2 412	2 700	2 638	3 044	2 652	2 639	2 411	-8,7%	-8,6%
1 000 F CFP	2 417	2 538	2 752	3 108	3 329	3 556	3 464	3 455	3 434	-0,6%	3,2%
500 F CFP	560	578	641	704	767	789	782	797	805	1,0%	4,9%

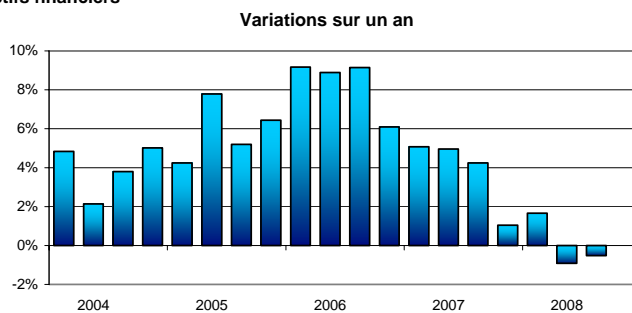
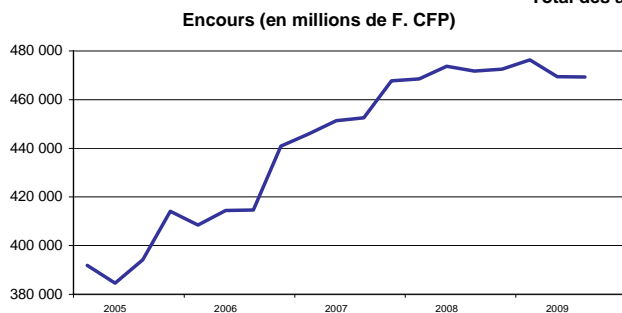
1.3 Les contreparties de la masse monétaire

Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	75 348	85 107	90 212	100 910	110 165	133 711	132 127	130 431	120 488	-7,6%	9,4%
Institut d'émission	17 073	19 496	25 509	28 202	17 508	28 099	27 902	28 807	24 939	-13,4%	42,4%
Etablissements de crédit	58 275	65 612	64 703	72 708	92 657	105 612	104 225	101 624	95 549	-6,0%	3,1%
Créances du Trésor public	6 180	5 906	7 983	7 001	8 086	6 885	8 883	8 019	10 442	30,2%	29,1%
Concours sur ressources monétaires	221 340	218 289	228 350	251 714	269 147	260 200	261 493	252 168	257 663	2,2%	-4,3%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	331 956	360 114	394 950	419 929	455 417	458 429	460 294	458 510	463 892	1,2%	1,9%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	110 615	141 825	166 600	168 215	186 214	198 190	198 767	206 307	206 228	0,0%	10,7%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>25 874</i>	<i>24 675</i>	<i>29 123</i>	<i>33 379</i>	<i>34 655</i>	<i>35 067</i>	<i>35 214</i>	<i>37 739</i>	<i>39 363</i>	<i>4,3%</i>	<i>13,6%</i>
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>11 325</i>	<i>12 654</i>	<i>13 561</i>	<i>15 892</i>	<i>15 956</i>	<i>16 761</i>	<i>17 717</i>	<i>18 718</i>	<i>20 090</i>	<i>7,3%</i>	<i>25,9%</i>
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>52 066</i>	<i>71 827</i>	<i>88 227</i>	<i>82 744</i>	<i>106 848</i>	<i>114 829</i>	<i>114 235</i>	<i>116 658</i>	<i>122 426</i>	<i>4,9%</i>	<i>14,6%</i>
<i>Epargne contractuelle</i>	<i>8 859</i>	<i>11 233</i>	<i>11 914</i>	<i>11 788</i>	<i>11 428</i>	<i>11 393</i>	<i>11 802</i>	<i>11 915</i>	<i>12 164</i>	<i>2,1%</i>	<i>6,4%</i>
<i>Divers</i>	<i>12 492</i>	<i>21 437</i>	<i>23 775</i>	<i>24 413</i>	<i>17 327</i>	<i>20 139</i>	<i>19 799</i>	<i>21 277</i>	<i>12 186</i>	<i>-42,7%</i>	<i>-29,7%</i>
Total M3	302 868	309 303	326 546	359 625	387 454	400 835	402 537	390 653	388 594	-0,5%	0,3%
Position extérieure nette	6 209	-6 215	-23 524	-10 036	-14 191	-9 217	-10 010	-15 034	-26 877	78,8%	89,4%

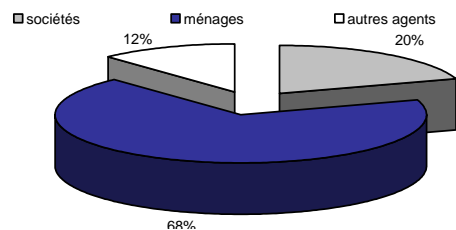
2. Les avoirs financiers des agents économiques

Actifs par agent	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	1 trim	1 an
Sociétés	84 015	85 382	85 183	93 330	94 722	99 581	100 418	96 809	94 441	-2,4%	-0,3%
Dépôts à vue	41 589	41 094	43 257	49 160	47 598	53 007	52 444	56 570	56 009	-1,0%	17,7%
Placements liquides ou à court terme	41 646	43 153	41 010	42 963	46 566	46 113	46 931	39 196	37 966	-3,1%	-18,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	0	0	2	2	0	0	0	0	0	-100,0%	-100,0%
Placements indexés sur les taux du marché	41 646	43 153	41 008	42 961	46 565	46 113	46 930	39 195	37 966	-3,1%	-18,5%
<i>dont comptes à terme</i>	22 969	24 597	29 620	31 596	35 113	37 046	37 717	31 726	31 539	-0,6%	-10,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	2 699	1 557	4 869	5 515	3 878	3 022	2 993	2 384	2 458	3,1%	-36,6%
<i>dont certificats de dépôts</i>	10 075	13 088	2 248	2 623	2 423	1 386	1 629	935	688	-26,4%	-71,6%
Epargne à long terme	780	1 135	916	1 207	560	460	1 043	1 043	467	-55,2%	-16,6%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	653	1 122	787	1 076	441	330	300	292	304	4,1%	-31,2%
Ménages	264 047	273 198	288 196	311 141	320 601	317 076	317 760	319 041	319 242	0,1%	-0,4%
Dépôts à vue	61 501	65 687	69 975	72 192	68 324	72 112	71 646	75 103	72 171	-3,9%	5,6%
Placements liquides ou à court terme	142 495	139 229	147 790	164 185	184 330	182 871	181 996	173 180	174 222	0,6%	-5,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	80 400	75 930	70 529	65 265	58 125	58 587	79 555	95 095	101 890	7,1%	75,3%
<i>Livrets ordinaires</i>	80 131	75 522	70 290	65 022	57 925	58 381	79 341	94 889	101 676	7,2%	75,5%
<i>Comptes d'épargne logement</i>	232	251	239	209	200	206	215	206	215	4,2%	7,0%
Placements indexés sur les taux du marché	62 095	63 299	77 261	98 920	126 205	124 284	102 441	78 085	72 331	-7,4%	-42,7%
<i>dont comptes à terme</i>	46 375	50 699	67 798	89 816	114 005	113 132	91 247	68 547	62 423	-8,9%	-45,2%
<i>dont bons de caisse</i>	7 793	8 057	4 800	4 316	4 788	4 782	4 607	3 703	4 316	16,6%	-9,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	7 645	4 301	4 455	4 614	7 270	6 237	6 489	5 729	5 490	-4,2%	-24,5%
Epargne à long terme	60 052	68 282	70 431	74 764	67 946	62 094	64 118	70 758	72 849	3,0%	7,2%
<i>Plans d'épargne logement</i>	8 857	11 217	11 879	11 754	11 428	11 393	11 802	11 915	12 164	2,1%	6,4%
<i>Plans d'épargne populaire</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres comptes d'épargne</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Portefeuille-titres</i>	5 450	5 369	4 303	3 346	2 045	2 750	2 931	4 024	4 821	19,8%	135,7%
<i>OPCVM non monétaires</i>	14 503	15 068	14 295	15 358	7 580	6 250	5 956	6 324	6 750	6,7%	-10,9%
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	31 241	36 628	39 955	44 305	46 892	41 700	43 428	48 496	49 114	1,3%	4,7%
Autres agents	31 658	35 566	41 261	48 082	56 435	55 905	58 108	53 544	55 608	3,9%	-1,5%
Dépôts à vue	10 403	9 676	10 821	11 011	19 775	19 481	22 471	19 012	21 743	14,4%	10,0%
Placements liquides ou à court terme	10 037	11 672	16 664	22 234	23 099	25 020	24 332	22 910	21 919	-4,3%	-5,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 122	2 392	2 231	2 112	2 306	2 375	2 923	3 137	3 457	10,2%	49,9%
Placements indexés sur les taux du marché	7 915	9 280	14 433	20 122	22 367	22 645	21 410	19 773	18 462	-6,6%	-17,5%
<i>dont comptes à terme</i>	3 269	3 555	9 333	15 339	16 700	20 254	20 058	18 884	17 756	-6,0%	6,3%
Epargne à long terme	11 219	14 218	13 776	14 837	11 987	11 404	11 304	11 621	11 945	2,8%	-0,4%
TOTAL	379 720	394 146	414 639	452 552	471 759	472 562	476 285	469 394	469 292	0,0%	-0,5%
Dépôts à vue	113 492	116 457	124 053	132 364	135 697	144 600	146 561	150 686	149 923	-0,5%	10,5%
Placements liquides ou à court terme	194 177	194 055	205 463	229 381	245 366	254 004	253 259	235 286	234 107	-0,5%	-4,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	82 521	78 322	72 762	67 379	60 431	60 962	82 478	98 232	105 348	7,2%	74,3%
Placements indexés sur les taux du marché	111 656	115 733	132 702	162 002	195 137	193 042	170 781	137 054	128 759	-6,1%	-34,0%
Epargne à long terme	72 051	83 634	85 123	90 807	80 493	73 957	76 465	83 423	85 261	2,2%	5,9%

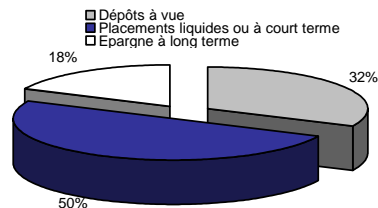
Total des actifs financiers



Répartition des actifs financiers par agent économique sept-09

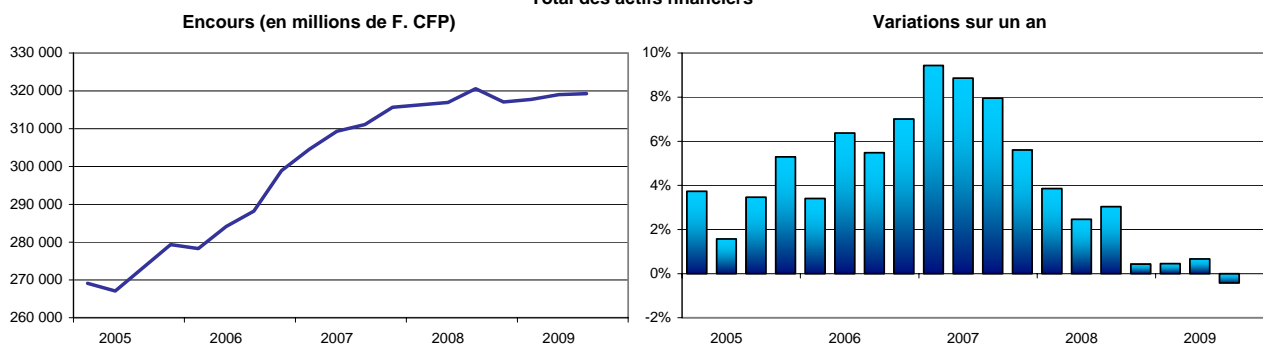


Répartition des actifs financiers par nature sept-09

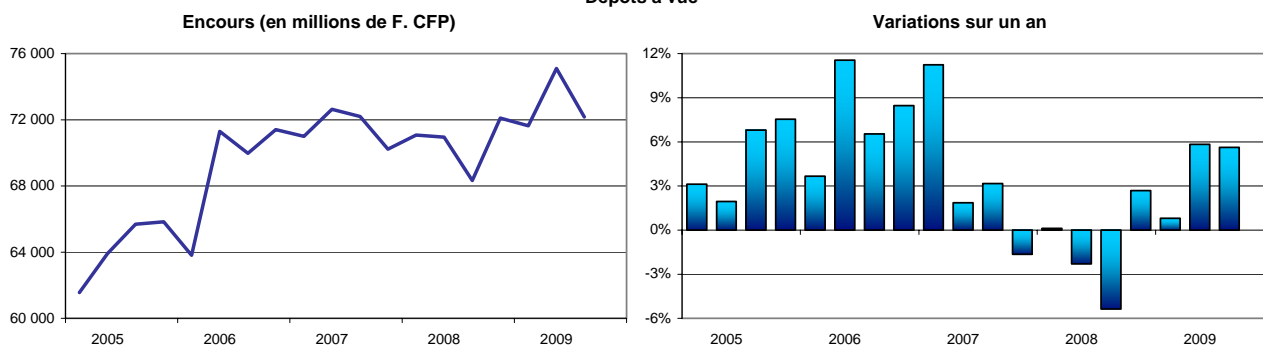


2.1 Les avoirs des ménages

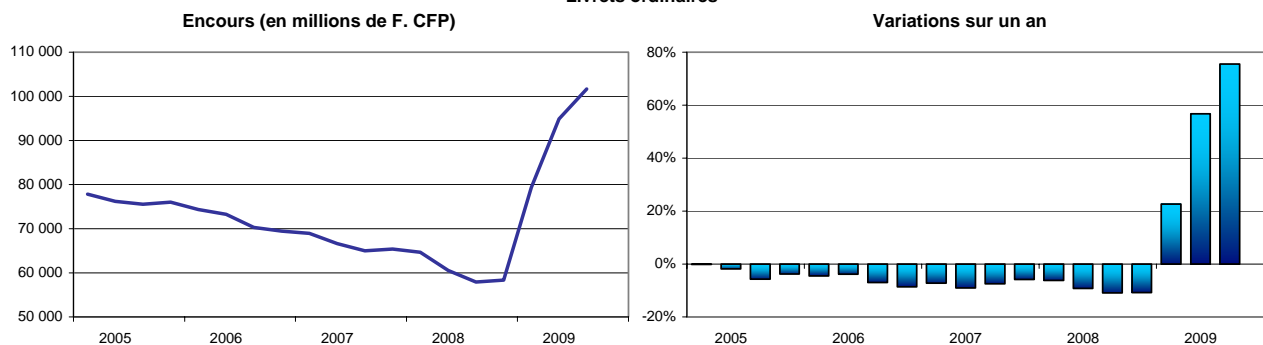
Total des actifs financiers



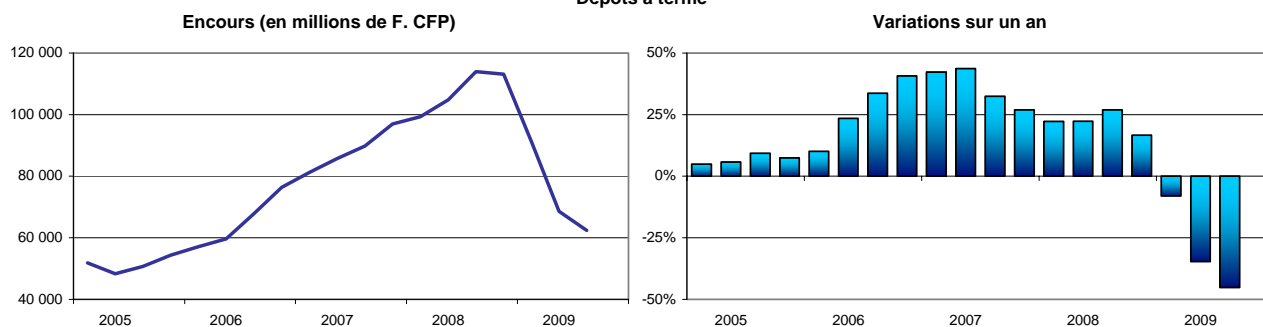
Dépôts à vue



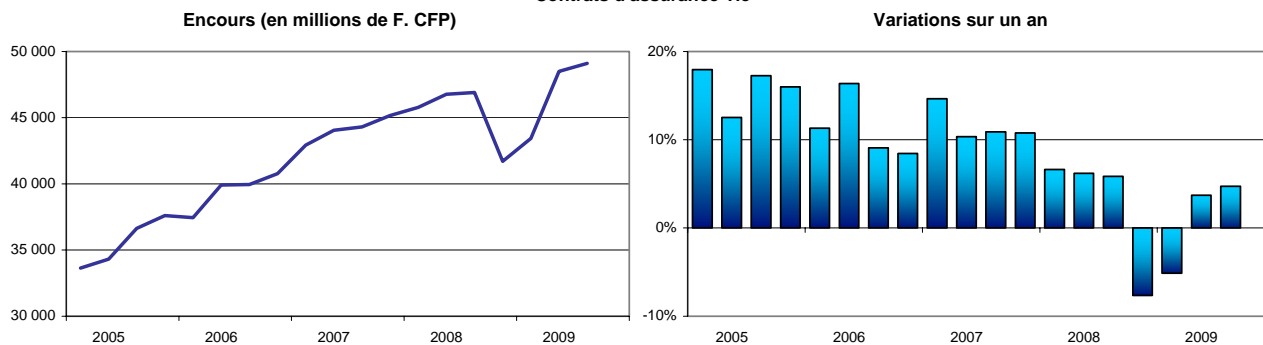
Livrets ordinaires



Dépôts à terme

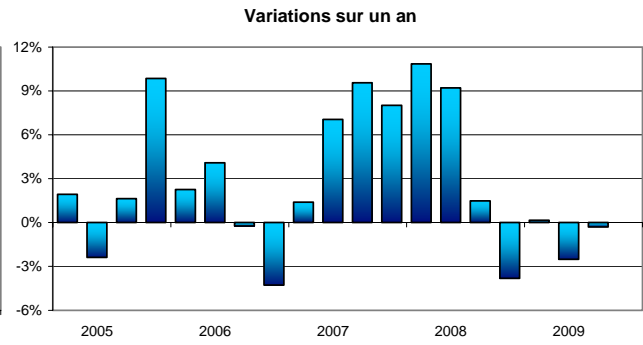


Contrats d'assurance-vie

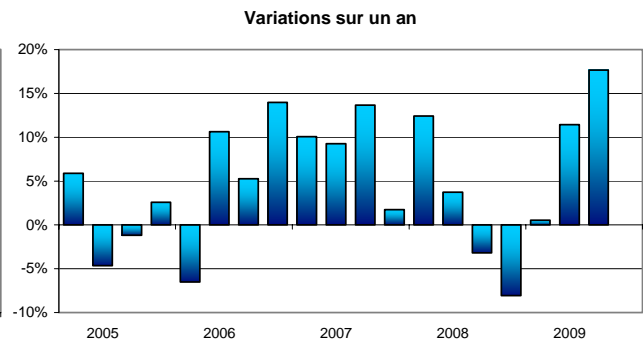
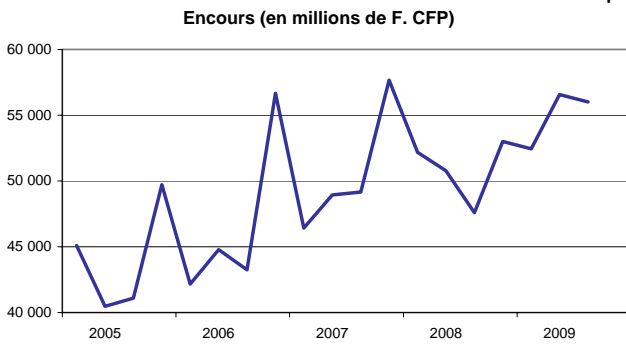


2.2 Les avoirs des sociétés

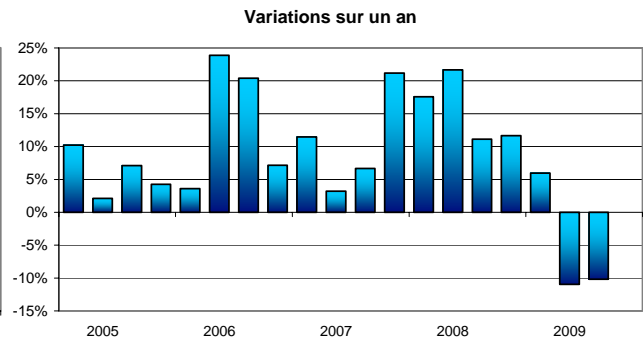
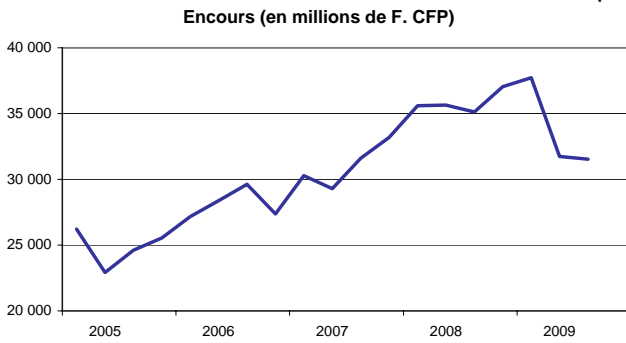
Total des actifs financiers



Dépôts à vue



Dépôts à terme

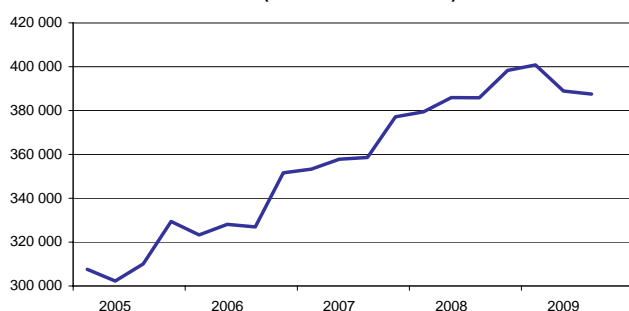


2.3 Les avoirs par nature

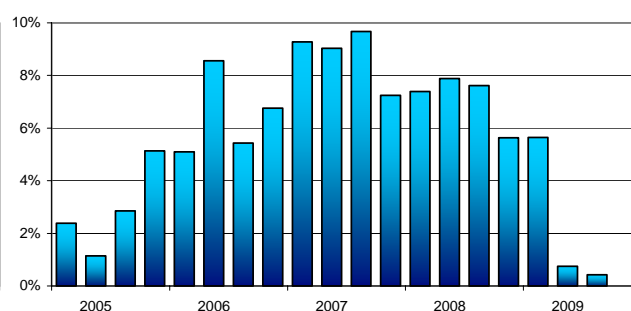
Actifs par nature	Montants en millions de XPF										Variations	
	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	1 trim	1 an	
Dépôts locaux	301 499	310 117	326 965	358 584	385 882	398 351	400 792	388 887	387 545	-0,3%	0,4%	
Dépôts à vue	113 492	116 457	124 053	132 364	135 697	145 336	146 561	150 686	149 923	-0,5%	10,5%	
Comptes d'épargne à régime spécial	91 331	89 502	84 630	79 126	71 859	72 355	94 280	110 147	117 512	6,7%	63,5%	
Livrets ordinaires	81 559	77 461	72 300	67 061	59 003	59 505	80 792	96 546	103 456	7,2%	75,3%	
Comptes d'épargne logement	232	259	242	212	200	206	215	206	215	4,2%	7,0%	
Plans d'épargne logement	8 859	11 232	11 914	11 788	11 428	11 393	11 802	11 915	12 164	2,1%	6,4%	
Dépôts à terme	72 612	78 851	106 750	136 752	165 817	169 696	149 022	119 157	111 718	-6,2%	-32,6%	
Bons de caisse	13 990	12 220	9 284	7 720	10 086	9 577	9 299	7 963	7 703	-3,3%	-23,6%	
Titres de créances négociables	10 075	13 088	2 248	2 623	2 423	1 386	1 629	935	688	-26,4%	-71,6%	
Epargne hors zone d'émission	78 222	84 029	87 674	93 968	85 877	74 211	75 494	80 507	81 747	1,5%	-4,8%	
Actions	2 296	2 629	2 783	3 021	1 968	1 692	1 627	2 074	2 655	28,0%	34,9%	
Obligations	3 299	3 001	1 745	576	248	1 232	2 084	2 740	2 446	-10,7%	ns	
OPCVM monétaires	14 980	11 574	14 419	14 908	16 812	11 647	10 831	8 999	8 650	-3,9%	-48,6%	
OPCVM non monétaires	26 357	30 144	28 727	31 118	19 956	17 941	17 524	18 198	18 882	3,8%	-5,4%	
Contrats d'assurance-vie	31 241	36 628	39 955	44 305	46 892	41 700	43 428	48 496	49 114	1,3%	4,7%	
TOTAL	379 720	394 146	414 639	452 552	471 759	472 562	476 285	469 394	469 292	0,0%	-0,5%	

Dépôts locaux

Encours (en millions de F. CFP)

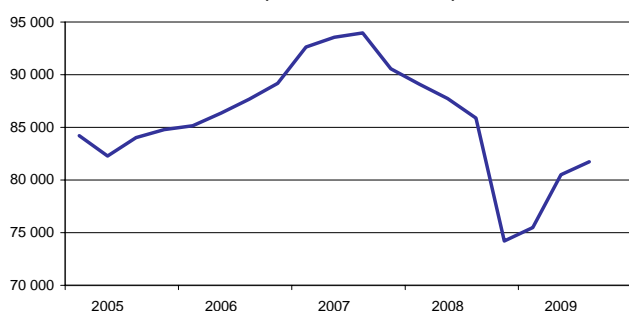


Variations sur un an

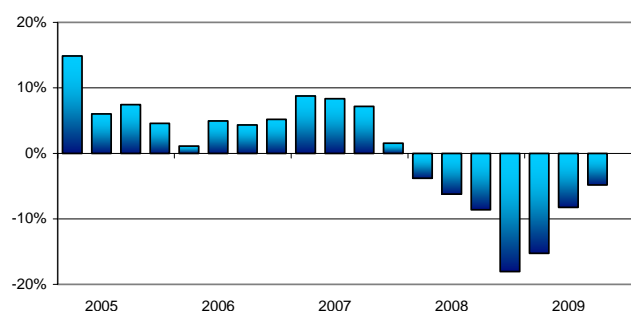


Epargne HZE

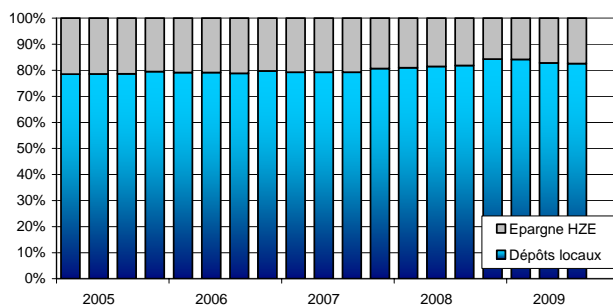
Encours (en millions de F. CFP)



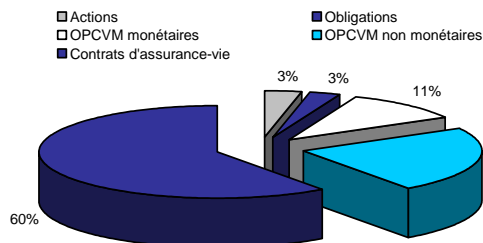
Variations sur un an



Répartition dépôts locaux / épargne HZE



Répartition de l'épargne HZE sept-09



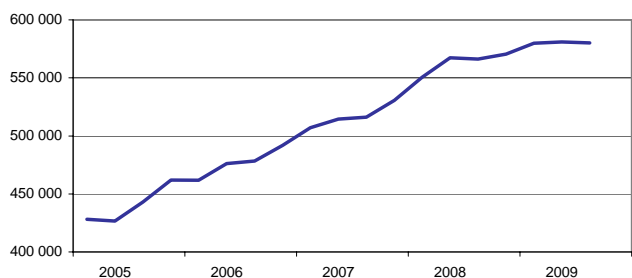
3. L'endettement des agents économiques

3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit

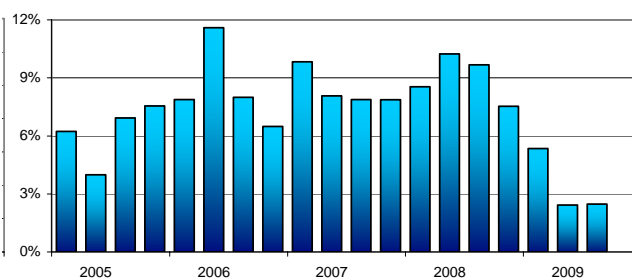
Les concours de tous les établissements	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	1 trim	1 an
Entreprises	137 471	146 975	159 808	175 197	191 375	188 311	186 304	183 125	180 174	-1,6%	-5,9%
Crédits d'exploitation	50 945	61 162	67 118	74 312	76 651	71 527	72 422	69 412	68 407	-1,4%	-10,8%
<i>Créances commerciales</i>	3 866	3 323	4 298	4 615	4 510	4 175	3 654	3 600	3 353	-6,9%	-25,7%
Crédits de trésorerie	33 753	40 940	33 179	36 842	43 241	42 359	42 271	40 351	38 791	-3,9%	-10,3%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	4 888	5 557	5 517	5 321	4 488	4 695	4 534	4 479	4 235	-5,4%	-5,6%
Comptes ordinaires débiteurs	13 326	16 899	29 641	32 854	28 900	24 994	26 498	25 461	26 263	3,2%	-9,1%
Affacturage	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	51 376	54 331	55 520	65 609	68 424	69 699	66 926	67 145	65 905	-1,8%	-3,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	49 374	51 915	53 320	61 482	66 270	67 655	64 934	65 236	64 107	-1,7%	-3,3%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	5 180	5 067	4 871	5 664	5 820	5 857	5 724	5 588	5 456	-2,4%	-6,3%
<i>Crédit-bail</i>	2 002	2 416	2 200	4 127	2 155	2 045	1 992	1 909	1 798	-5,9%	-16,6%
Crédits à l'habitat	9 609	11 586	13 312	14 539	19 661	20 388	20 986	21 247	21 720	2,2%	10,5%
Autres crédits	25 542	19 895	23 857	20 737	26 639	26 696	25 970	25 320	24 141	-4,7%	-9,4%
Ménages	190 113	206 489	222 286	242 081	259 757	263 593	263 431	264 954	265 713	0,3%	2,3%
Crédits à la consommation	75 094	82 082	86 779	94 802	103 163	104 286	103 262	102 569	101 997	-0,6%	-1,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	67 436	72 628	78 058	85 916	94 796	96 401	95 689	95 050	94 940	-0,1%	0,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4 630	5 082	5 929	5 821	5 309	5 024	4 889	4 961	4 579	-7,7%	-13,7%
<i>Crédit-bail</i>	3 028	4 372	2 792	3 066	3 058	2 861	2 684	2 558	2 477	-3,2%	-19,0%
Crédits à l'habitat	109 532	118 819	127 566	139 300	149 504	152 433	153 783	156 315	157 801	1,0%	5,5%
Autres crédits	5 487	5 588	7 942	7 980	7 090	6 874	6 386	6 070	5 916	-2,5%	-16,6%
Collectivités locales	61 442	61 286	61 887	61 157	72 888	70 819	79 920	82 968	81 232	-2,1%	11,4%
Crédits d'exploitation	3 468	2 838	2 275	2 901	4 525	1 238	2 656	1 329	1 119	-15,8%	-75,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	2 608	2 828	2 214	2 757	3 126	926	2 512	1 078	1 030	-4,4%	-67,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	860	10	61	143	1 399	312	144	251	89	-64,4%	-93,6%
Crédits d'investissement	55 610	55 094	55 263	55 215	65 482	66 718	74 559	78 962	77 509	-1,8%	18,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	55 610	55 094	55 263	55 215	65 478	66 714	74 555	78 958	77 505	-1,8%	18,4%
<i>Crédit-bail</i>	0	0	0	0	4	4	4	3	3	-6,9%	-27,0%
Crédits à l'habitat	570	0	1 197	1 833	1 794	1 824	1 823	1 801	1 805	0,3%	0,6%
Autres crédits	1 794	3 354	3 152	1 209	1 086	1 039	883	877	799	-8,9%	-26,4%
Autres agents de CCB non ventilés	6 308	6 743	10 650	12 429	13 110	16 672	17 633	16 931	15 976	-5,6%	21,9%
Total encours sain	395 335	421 492	454 631	490 864	537 130	539 396	547 288	547 978	543 094	-0,9%	1,1%
Créances douteuses brutes	19 037	21 562	23 836	25 313	29 002	31 091	32 537	32 910	36 996	12,4%	27,6%
<i>Créances douteuses nettes</i>	7 295	8 909	9 760	9 003	12 936	14 220	14 710	14 083	16 796	19,3%	29,8%
<i>dont entreprises</i>	3 889	3 108	4 645	3 820	7 525	9 058	8 213	8 214	10 402	26,6%	38,2%
<i>dont ménages</i>	3 219	3 197	4 879	5 179	5 406	5 162	6 397	5 867	6 002	2,3%	11,0%
<i>Provisions</i>	11 742	12 654	14 076	16 311	16 066	16 871	17 827	18 828	20 200	7,3%	25,7%
Total encours brut	414 372	443 055	478 467	516 177	566 132	570 487	579 825	580 888	580 090	-0,1%	2,5%
Taux de créances douteuses	4,6%	4,9%	5,0%	4,9%	5,1%	5,4%	5,6%	5,7%	6,4%	0,7 pt	1,3 pt
Taux de provisionnement	61,7%	58,7%	59,1%	64,4%	55,4%	54,3%	54,8%	57,2%	54,6%	-2,6 pts	-0,8 pt

Encours de crédit brut

Encours (en millions de F. CFP)

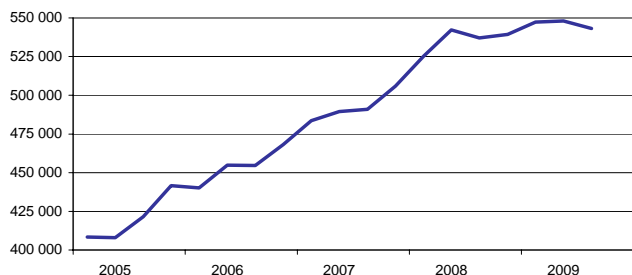


Variations sur un an

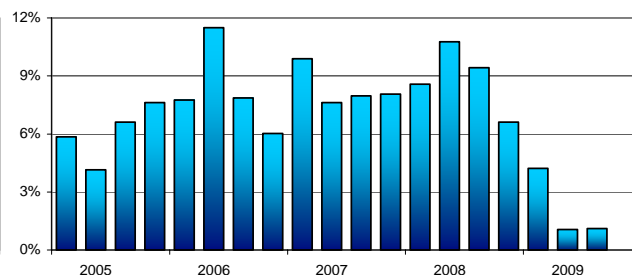


Encours de crédit sain

Encours (en millions de F. CFP)

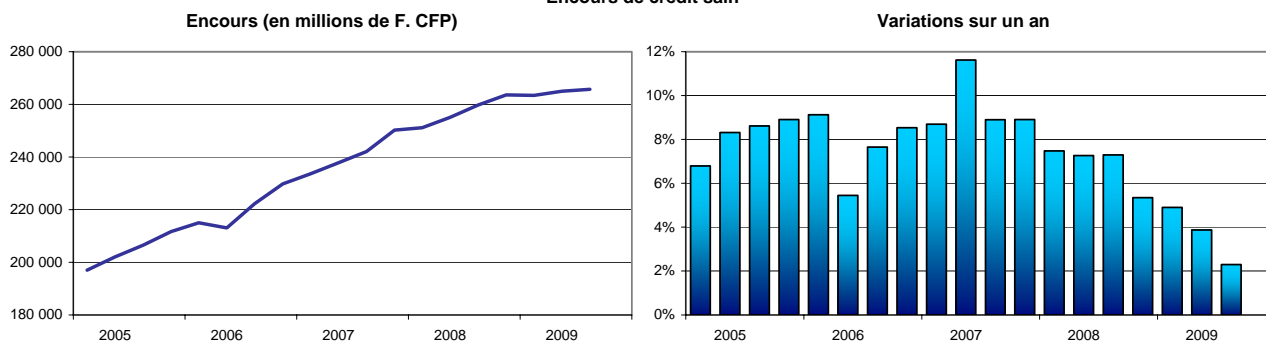


Variations sur un an

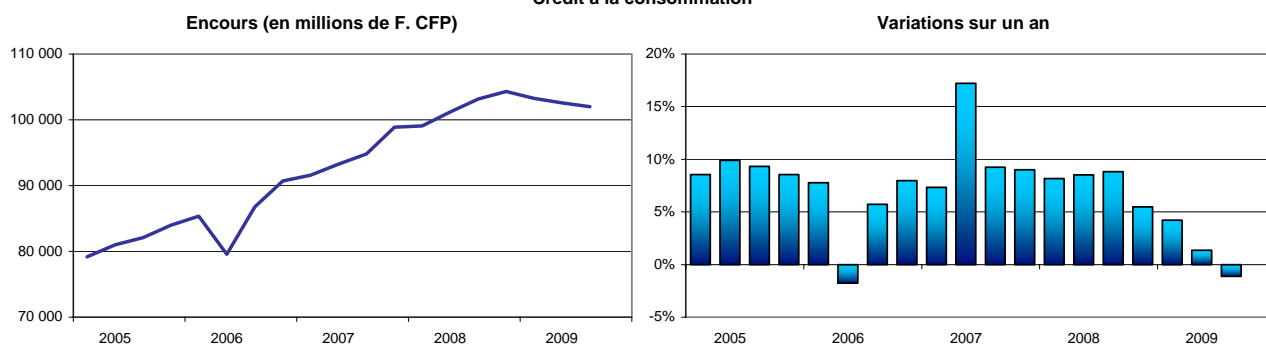


L'endettement des ménages

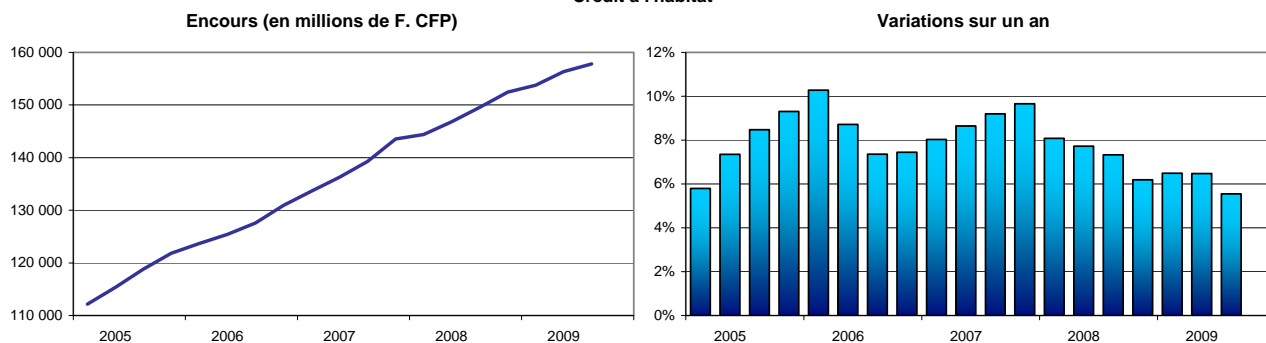
Encours de crédit sain



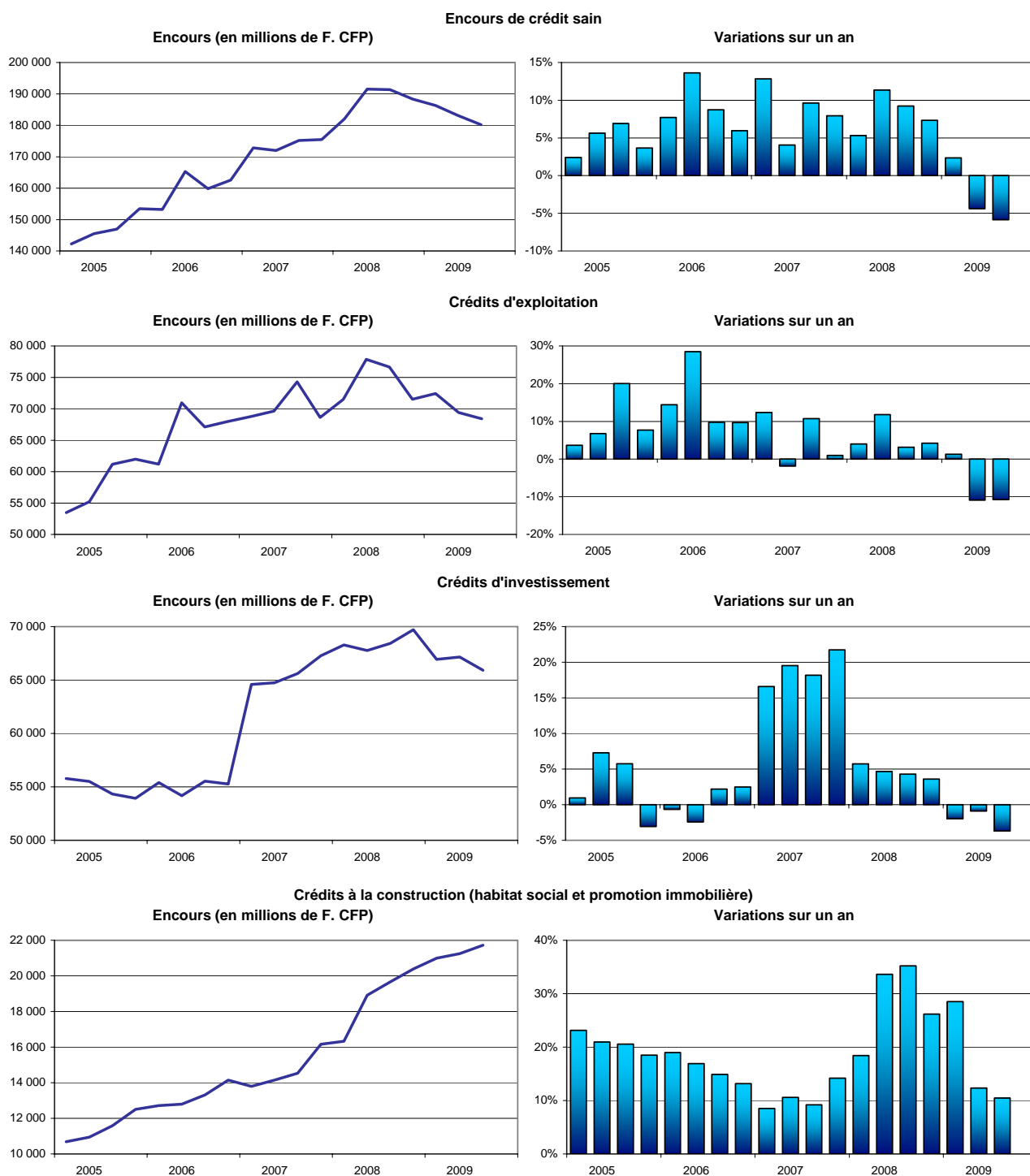
Crédit à la consommation



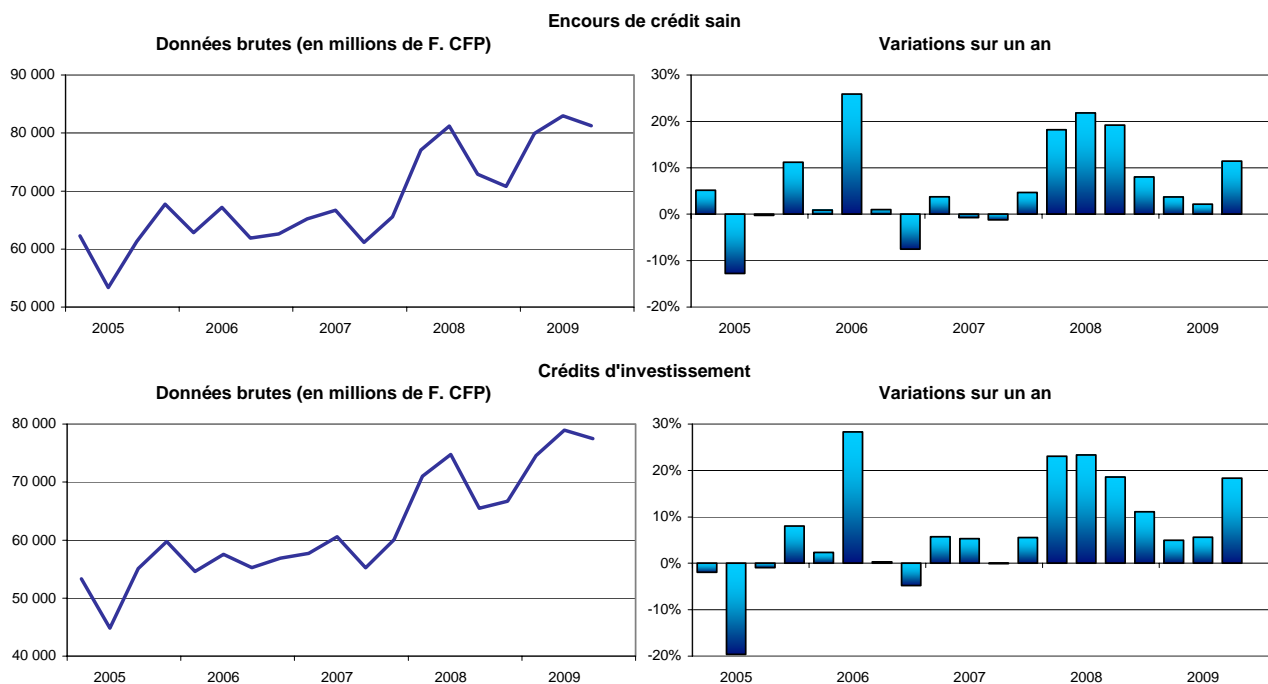
Crédit à l'habitat



L'endettement des entreprises



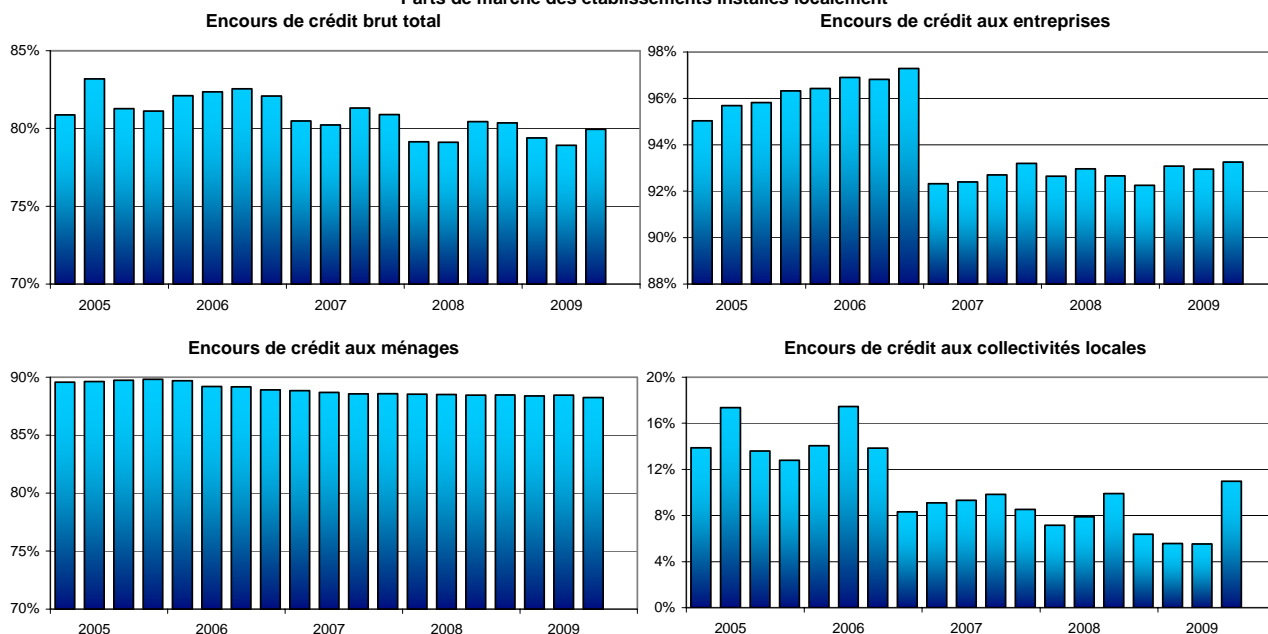
L'endettement des collectivités locales



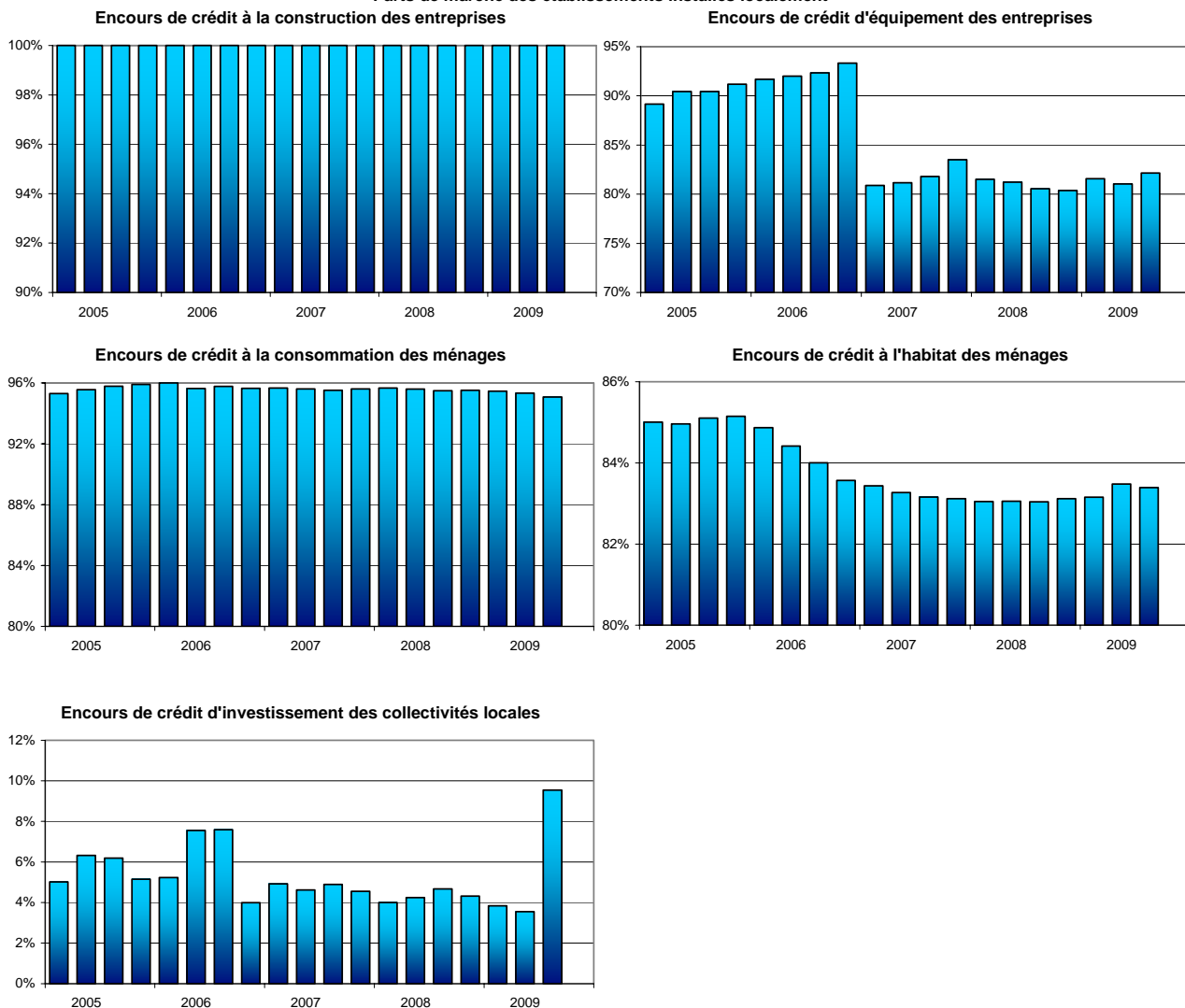
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux

Les concours des établissements locaux	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	1 trim	1 an
Entreprises	131 943	140 834	154 729	162 412	177 320	173 721	173 409	170 207	168 019	-1,3%	-5,2%
Crédits d'exploitation	50 945	61 162	67 053	74 070	76 336	70 998	72 222	69 228	68 294	-1,3%	-10,5%
Créances commerciales	3 866	3 323	4 298	4 615	4 510	4 175	3 654	3 600	3 353	-6,9%	-25,7%
Crédits de trésorerie	33 753	40 940	33 114	36 670	43 115	42 359	42 271	40 351	38 791	-3,9%	-10,0%
dont entrepreneurs individuels	4 888	5 557	5 517	5 321	4 488	4 695	4 534	4 479	4 235	-5,4%	-5,6%
Comptes ordinaires débiteurs	13 326	16 899	29 641	32 785	28 711	24 465	26 298	25 276	26 151	3,5%	-8,9%
Affacturage	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	46 988	49 134	51 268	53 664	55 126	56 026	54 592	54 413	54 141	-0,5%	-1,8%
Crédits à l'équipement	44 986	46 717	49 068	51 673	53 333	54 324	52 928	52 807	52 643	-0,3%	-1,3%
dont entrepreneurs individuels	5 180	5 067	4 871	5 652	5 805	5 843	5 718	5 582	5 451	-2,4%	-6,1%
Crédit-bail	2 002	2 416	2 200	1 991	1 793	1 702	1 663	1 606	1 497	-6,7%	-16,5%
Crédits à l'habitat	9 609	11 586	13 312	14 539	19 661	20 388	20 986	21 247	21 720	2,2%	10,5%
Autres crédits	24 402	18 952	23 096	20 138	26 196	26 308	25 609	25 320	23 863	-5,8%	-8,9%
	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Ménages	170 280	185 317	198 216	214 380	229 749	233 194	232 847	234 342	234 486	0,1%	2,1%
Crédits à la consommation	71 034	78 623	83 115	90 556	98 509	99 619	98 582	97 784	96 979	-0,8%	-1,6%
Crédits de trésorerie	63 376	69 169	74 394	81 670	90 142	91 734	91 011	90 265	89 923	-0,4%	-0,2%
Comptes ordinaires débiteurs	4 630	5 082	5 929	5 821	5 309	5 024	4 888	4 961	4 579	-7,7%	-13,7%
Crédit-bail	3 028	4 372	2 792	3 066	3 058	2 861	2 684	2 558	2 477	-3,2%	-19,0%
Crédits à l'habitat	93 777	101 124	107 159	115 844	124 150	126 700	127 878	130 489	131 591	0,8%	6,0%
Autres crédits	5 468	5 570	7 942	7 980	7 090	6 874	6 386	6 070	5 916	-2,5%	-16,6%
	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Collectivités locales	6 231	8 331	8 567	6 008	7 226	4 520	4 439	4 594	8 876	93,2%	22,8%
Crédits d'exploitation	3 468	2 838	2 275	2 901	3 697	1 126	1 224	1 329	1 119	-15,8%	-69,7%
Crédits de trésorerie	2 608	2 828	2 214	2 757	2 297	814	1 080	1 078	1 030	-4,4%	-55,2%
Comptes ordinaires débiteurs	860	10	61	143	1 399	312	144	251	89	-64,4%	-93,6%
Crédits d'investissement	2 425	3 410	4 193	2 701	3 058	2 885	2 848	2 801	7 366	163,0%	140,9%
Crédits à l'équipement	2 425	3 410	4 193	2 701	3 058	2 885	2 848	2 801	7 366	163,0%	140,9%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0	0	0	73	70	69	68	67	72	6,7%	2,2%
Autres crédits	337	2 083	2 099	334	401	440	299	397	319	-19,7%	-20,5%
	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres agents de CCB non ventilés	6 308	6 743	10 650	12 429	12 680	16 501	17 204	16 753	15 541	-7,2%	22,6%
	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Total encours sain	314 762	341 224	372 162	395 229	426 974	427 935	427 899	425 897	426 922	0,2%	0,0%
Créances douteuses brutes	17 194	18 890	22 788	24 522	28 416	30 461	32 160	32 501	36 557	12,5%	28,6%
Créances douteuses nettes	5 869	6 236	9 227	8 630	12 460	13 700	14 443	13 783	16 467	19,5%	32,2%
dont entreprises	3 081	3 089	4 451	3 735	7 252	8 812	8 213	8 214	10 386	26,4%	43,2%
dont ménages	2 601	2 944	4 539	4 890	5 203	4 888	6 130	5 567	5 689	2,2%	9,3%
Provisions	11 325	12 654	13 561	15 892	15 956	16 761	17 717	18 718	20 090	7,3%	25,9%
Total encours brut	331 956	360 114	394 950	419 751	455 391	458 396	460 058	458 398	463 479	1,1%	1,8%
Taux de créances douteuses	5,2%	5,2%	5,8%	5,8%	6,2%	6,6%	7,0%	7,1%	7,9%	0,8 pt	1,6 pt
Taux de provisionnement	65,9%	67,0%	59,5%	64,8%	56,2%	55,0%	55,1%	57,6%	55,0%	-2,6 pts	-1,2 pt

Parts de marché des établissements installés localement



Parts de marché des établissements installés localement

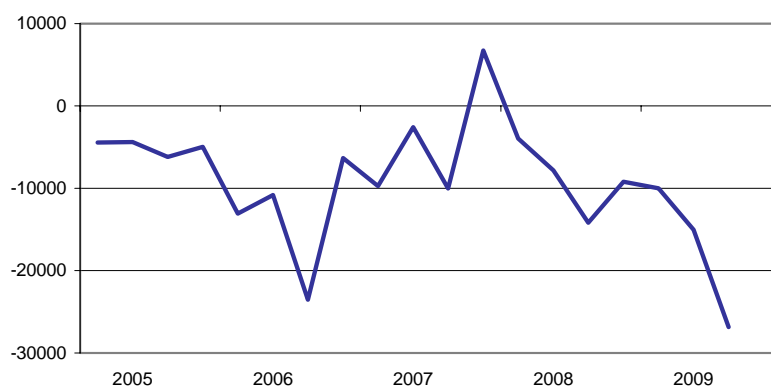


4. Le financement des crédits bancaires

4.1 L'équilibre emploi-ressources

Equilibre emplois - ressources	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	1 trim	1 an
Emplois	348 360	370 506	410 355	434 760	469 993	473 279	477 438	474 643	484 044	2,0%	3,0%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	331 956	360 114	394 950	419 929	455 417	458 429	460 294	458 510	463 892	1,2%	1,9%
Réserves obligatoires et libres	10 196	10 392	15 405	14 831	14 576	14 851	17 144	16 133	20 152	24,9%	38,3%
Position extérieure nette des EC (si positive)	6 209	0	0	0	0	0	0	0	0		
Ressources	348 360	370 506	410 355	434 760	469 993	473 281	477 438	474 643	484 044	2,0%	3,0%
Dépôts collectés (- encaisses)	291 778	299 897	314 296	346 402	372 305	384 949	386 363	375 073	371 543	-0,9%	-0,2%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	37 199	37 329	42 684	49 271	50 611	51 828	52 931	56 457	59 452	5,3%	17,5%
Excédent des opérations diverses des EC	14 106	20 452	23 290	25 507	30 842	24 483	25 282	25 393	23 554	-7,2%	-23,6%
Réescompte	5 278	6 614	6 561	3 544	2 045	2 803	2 852	2 685	2 618	-2,5%	28,0%
Position extérieure nette des EC (si négative)	0	6 215	23 524	10 036	14 191	9 217	10 010	15 034	26 877	78,8%	89,4%

Position extérieure nette (en millions de F CFP)

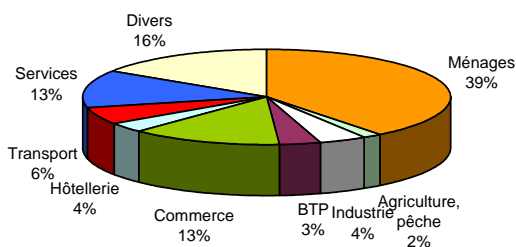


4.2 Le réescompte

Cotation et réescompte	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	1 trim	1 an
Cotation											
Nombre d'entreprises cotées	4 066	4 386	4 591	4 745	4 457	4 520	4 472	4 521	4 670	3,3%	4,8%
Nombre d'entreprises cotées et éligibles	1 645	1 657	1 741	1 495	1 575	1 124	1 454	1 571	1 650	5,0%	4,8%
Taux d'éligibilité	40%	38%	38%	32%	35%	25%	33%	35%	35%		
Refinancement	6 432	7 694	7 693	6 004	5 080	4 825	5 303	5 321	4 458	-16,2%	-12,2%
Engagements à court terme	2 414	2 363	2 445	2 660	2 311	2 361	2 744	2 803	2 188	-21,9%	-5,3%
Engagements à moyen terme	4 018	5 331	5 248	3 344	2 769	2 464	2 559	2 518	2 270	-9,9%	-18,0%

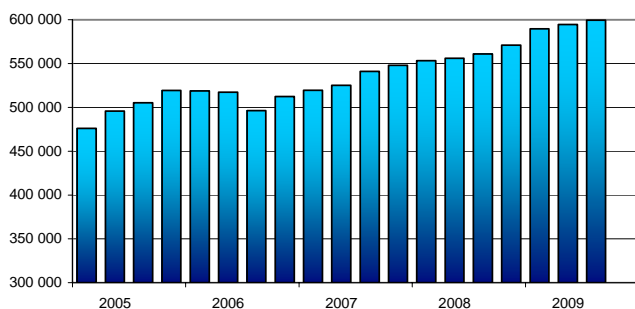
5. Les engagements sectoriels

Répartition des engagements par secteur

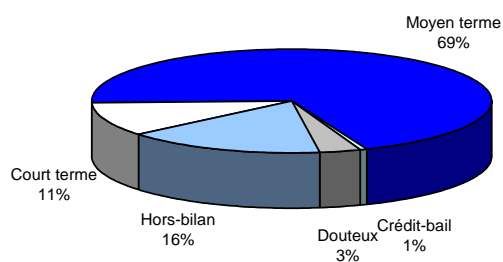


EVOLUTION GLOBALE DES RISQUES DECLARES AU SCR

Encours (en millions de F. CFP)

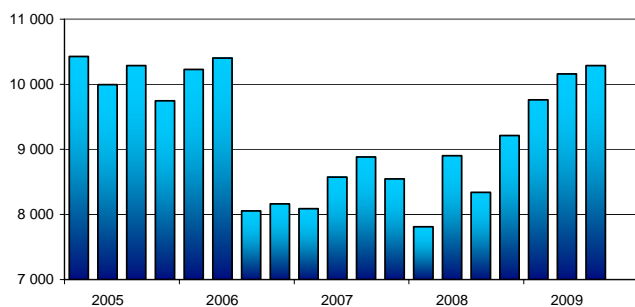


Structure en %

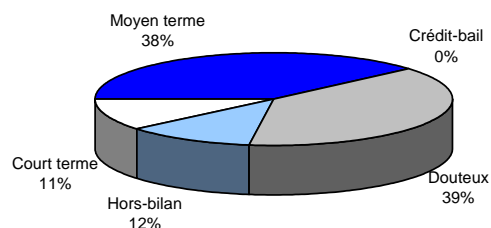


AGRICULTURE, PECHE, ELEVAGE

Encours (en millions de F. CFP)

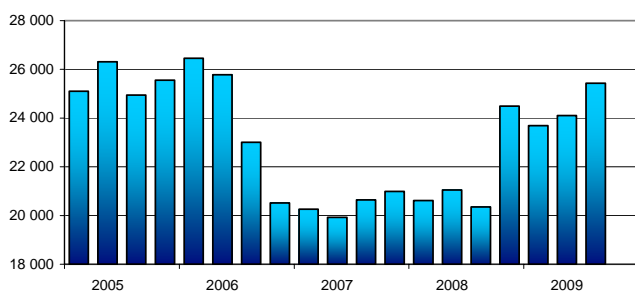


Variations sur un an

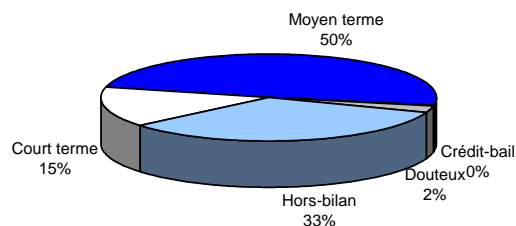


INDUSTRIE

Encours (en millions de F. CFP)

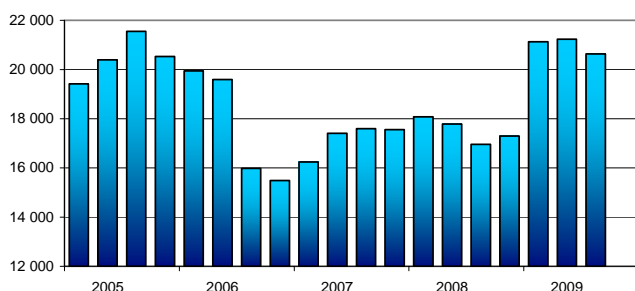


Variations sur un an

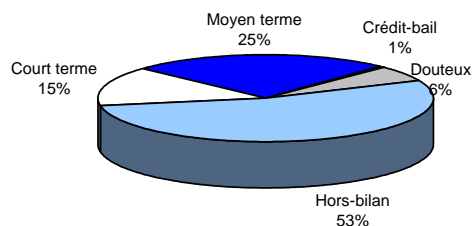


BTP

Encours (en millions de F. CFP)



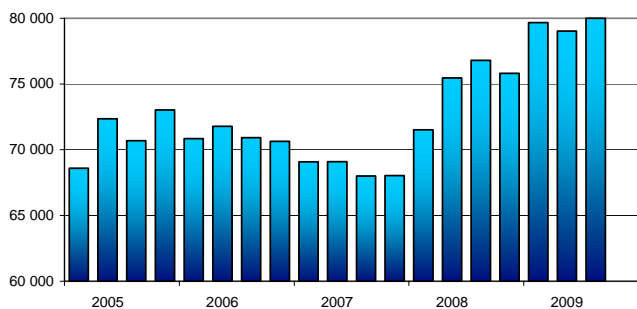
Variations sur un an



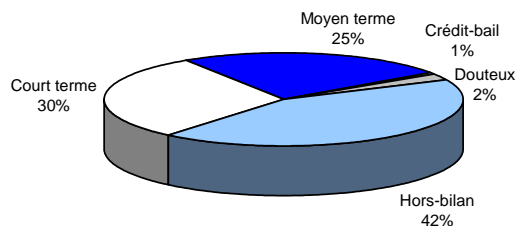
Conjoncture financière et bancaire

COMMERCE

Encours (en millions de F. CFP)

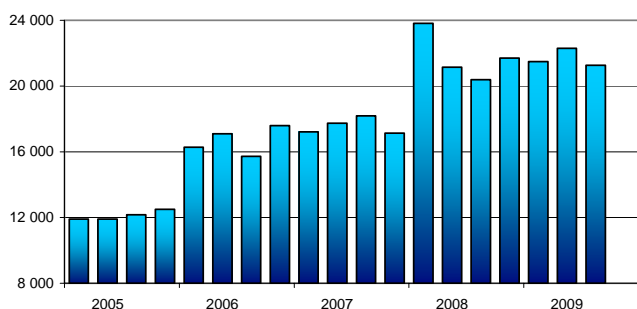


Structure en %

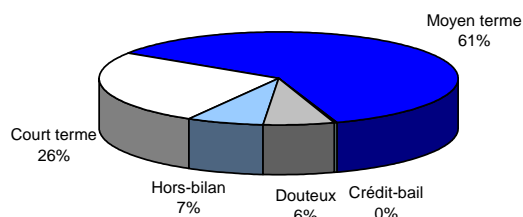


HOTELLERIE

Encours (en millions de F. CFP)

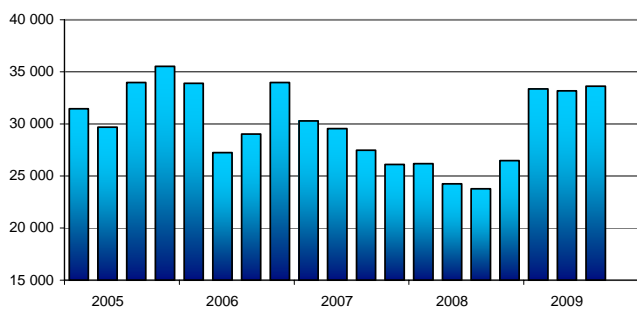


Variations sur un an

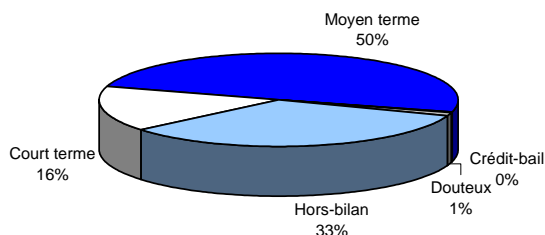


TRANSPORT

Encours (en millions de F. CFP)

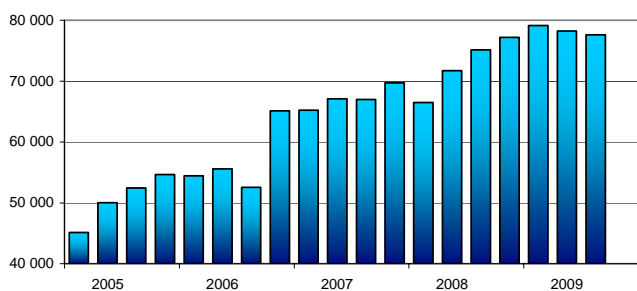


Variations sur un an

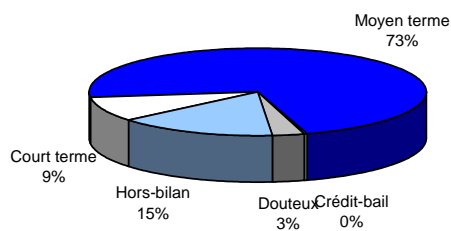


SERVICES

Encours (en millions de F. CFP)

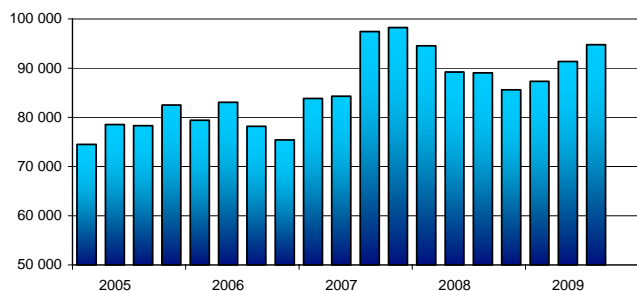


Variations sur un an

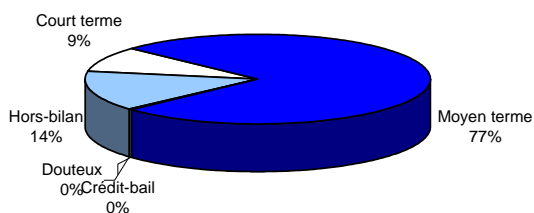


DIVERS

Encours (en millions de F. CFP)

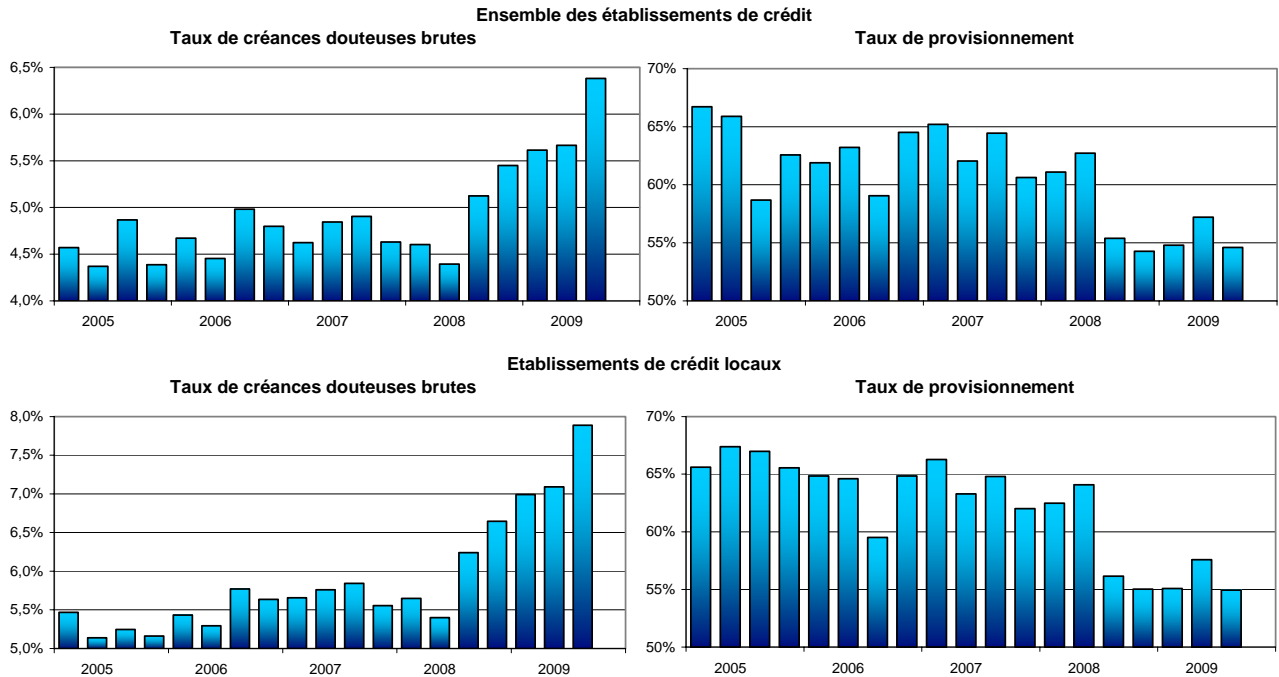


Variations sur un an

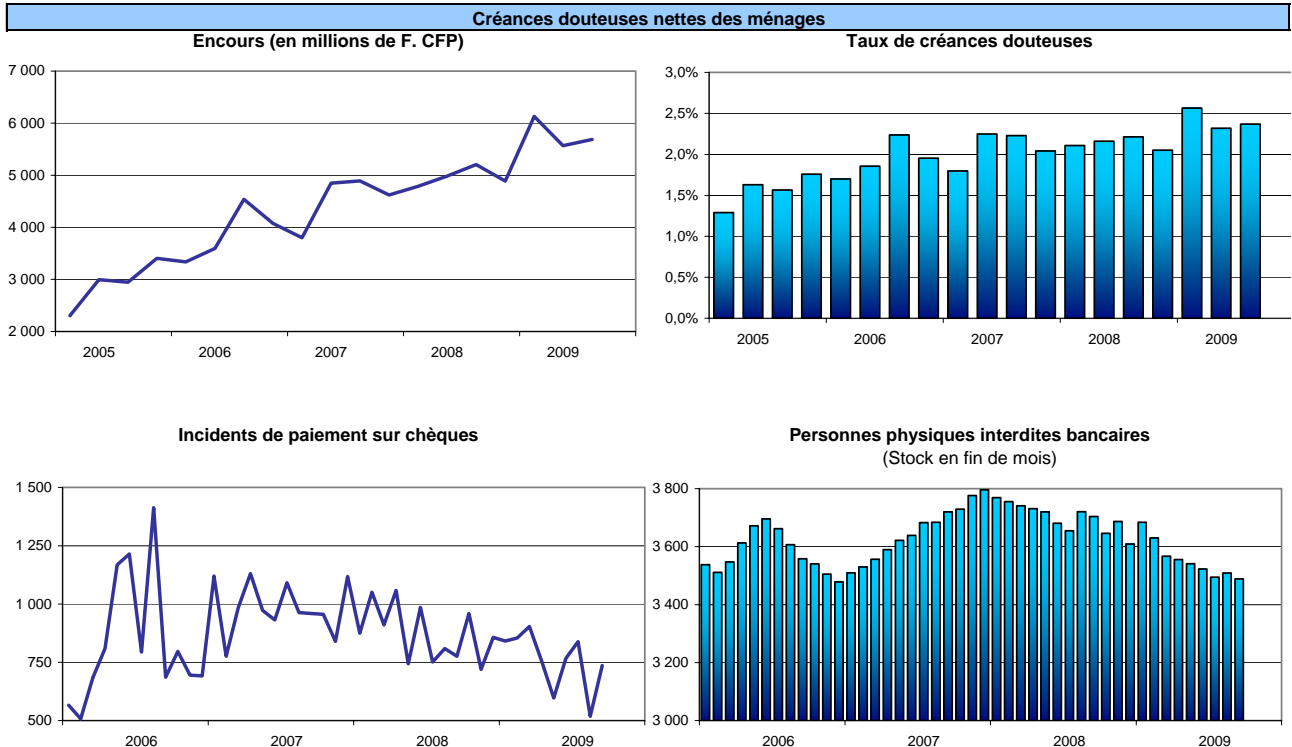


6. Les indicateurs de vulnérabilité

6.1 Les indicateurs globaux

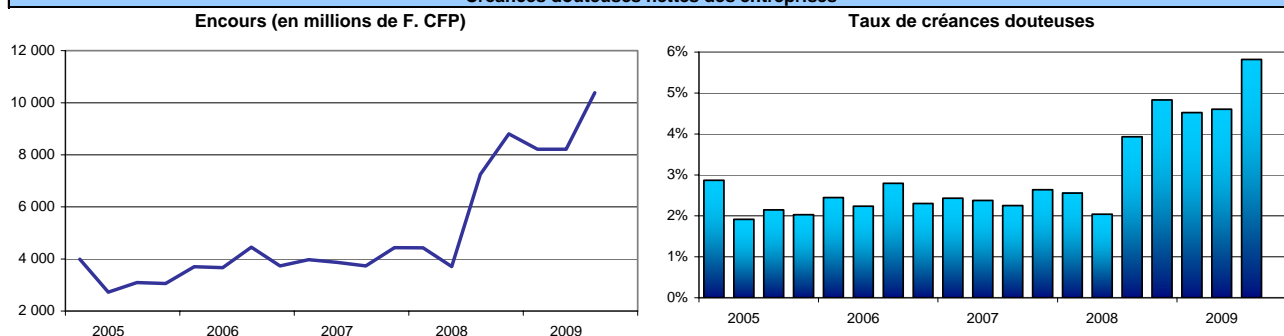


6.2 La vulnérabilité des ménages



6.3 La vulnérabilité des entreprises

Créances douteuses nettes des entreprises



7. Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs	3e trim.	3e trim.	3e trim.	3e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	Variations	
	2004	2005	2006	2007	2008	2008	2009	2009	2009	1 trim	1 an
En nombre	2 915 983	2 998 085	2 988 823	3 132 669	3 117 717	3 315 592	3 022 731	3 063 900	3 138 550	2,4%	0,7%
Chèques	1 583 004	1 568 262	1 575 900	1 523 533	1 481 028	1 539 401	1 384 646	1 400 119	1 428 365	2,0%	-3,6%
Virements	363 936	373 283	375 760	423 901	447 716	465 365	444 444	445 293	480 511	7,9%	7,3%
Effets et avis de prélèvements	376 239	410 910	366 355	455 475	438 802	491 702	458 602	463 112	459 137	-0,9%	4,6%
Opérations monétiques	550 277	597 403	617 223	679 136	704 609	774 098	686 845	708 898	723 388	2,0%	2,7%
Autres	42 527	48 227	53 585	50 624	45 562	45 026	48 194	46 478	47 149	1,4%	3,5%
En millions de F CFP	263 500	266 342	269 065	285 429	295 110	318 237	272 980	275 014	285 780	3,9%	-3,2%
Chèques	133 393	134 703	134 308	138 925	136 058	145 859	117 512	121 961	126 266	3,5%	-7,2%
Virements	110 353	111 135	111 520	123 644	135 303	146 903	131 130	129 780	135 590	4,5%	0,2%
Effets et avis de prélèvements	12 340	12 794	13 554	14 408	15 056	16 070	15 900	15 194	15 629	2,9%	3,8%
Opérations monétiques	5 178	5 592	6 975	6 470	6 566	7 366	6 206	6 441	6 626	2,9%	0,9%
Autres	2 236	2 119	2 708	1 982	2 126	2 039	2 232	1 638	1 670	1,9%	-21,5%

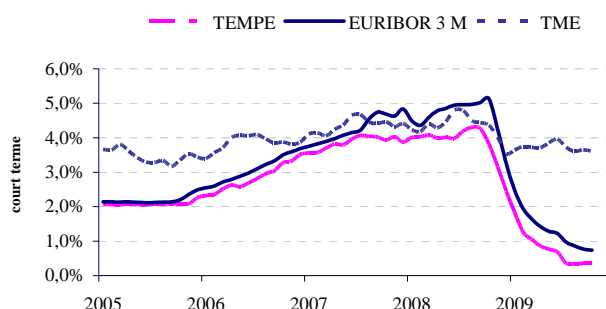
8. Rappel des taux

8.1 Les taux réglementés

TAUX D'INTERVENTION DE L'IEOM	
Taux de la facilité de dépôt	0,50%
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	1,25%
Taux de réescompte des prêts bancaires au logement	3,00%
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%
Taux de l'escompte de chèque	1,75%

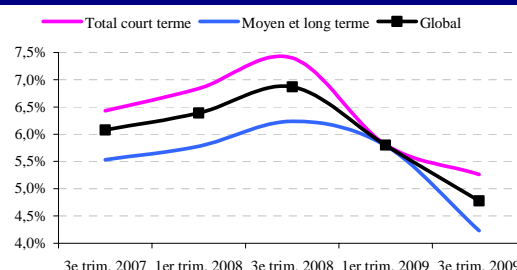
TAUX D'INTERET LEGAL	
ANNEE 2007 (JORF du 21/02/2007)	2,95%
ANNEE 2008 (JORF du 23/02/2008)	3,99%
ANNEE 2009 (JORF du 11/02/2009)	3,79%

8.2 Les principaux taux de marché



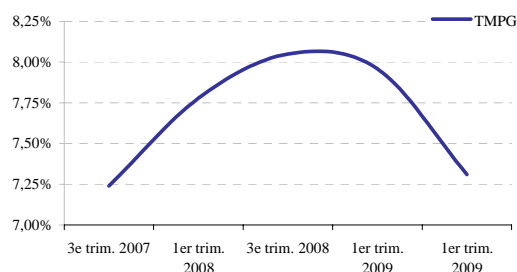
8.3 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises

	3e trim. 2007	1er trim. 2008	3e trim. 2008	1er trim. 2009	3e trim. 2009	Variation annuelle
Total court terme	6,43%	6,84%	7,40%	5,81%	5,26%	-214 pb
Moyen et long terme	5,53%	5,78%	6,24%	5,79%	4,23%	-201 pb
Global	6,08%	6,39%	6,87%	5,80%	4,78%	-209 pb



8.4 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers

	3e trim. 2007	1er trim. 2008	3e trim. 2008	1er trim. 2009	1er trim. 2009	Variation annuelle
Prêts immobiliers	5,52%	5,98%	6,20%	6,03%	5,54%	-66 pb
Prêts immobiliers relais	5,23%	5,99%	6,41%	6,63%	5,65%	-76 pb
Prêts personnels <181920 FC FP	14,48%	11,80%	13,50%	12,00%	12,68%	-82 pb
Découverts	9,00%	9,34%	9,99%	9,97%	9,64%	-35 pb
Prêts personnels >181920 FC FP	7,74%	8,45%	8,43%	8,55%	7,78%	-65 pb
TMPG	7,24%	7,78%	8,05%	7,96%	7,31%	-74 pb



8.5 Taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

Les dispositions métropolitaines sur l'usure ont été étendues aux collectivités d'outre-mer du Pacifique par ordonnance n°2006-60 du 19 janvier 2006. Dès lors, les modifications suivantes ont été apportées au code monétaire et financier :

- l'article 32 de la loi n°2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique, supprimant le délit d'usure pour les contrats de prêt conclu avec des personnes morales pour des raisons professionnelles ;

- l'article 7 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, supprimant le délit d'usure pour les prêts consentis à une personne physique agissant pour des besoins professionnels.

Conjoncture financière et bancaire

Les taux de l'usure demeurent donc applicables pour les seuls prêts aux particuliers et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale. Un taux de l'usure sur les découverts en compte reste toutefois applicable aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale.

<i>Particuliers</i>	4e trim. 2008	1er trim. 2009	2e trim. 2009	3e trim. 2009	4e trim. 2009
Prêts immobiliers					
- Prêts à taux fixe	7,36%	7,80%	7,83%	7,01%	6,72%
- Prêts à taux variable	7,46%	7,80%	7,93%	7,03%	6,12%
- Prêts relais	7,53%	7,72%	8,05%	7,03%	6,59%
Autres prêts					
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 XPF	21,09%	21,32%	21,36%	21,59%	21,40%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 XPF	20,72%	21,11%	20,92%	20,63%	20,20%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 XPF	9,77%	9,92%	10,04%	9,43%	9,20%
<i>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i>	<i>4e trim. 2008</i>	<i>1er trim. 2009</i>	<i>2e trim. 2009</i>	<i>3e trim. 2009</i>	<i>4e trim. 2009</i>
Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	11,35%	11,51%	11,69%	11,67%	10,81%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	9,24%	9,04%	7,85%	6,43%	5,83%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	8,15%	8,56%	8,07%	7,19%	6,92%
Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	14,17%	14,55%	14,13%	13,45%	13,16%
Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	10,27%	10,45%	8,05%	6,72%	6,20%
<i>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i>	<i>4e trim. 2008</i>	<i>1er trim. 2009</i>	<i>2e trim. 2009</i>	<i>3e trim. 2009</i>	<i>4e trim. 2009</i>
Découverts en compte	14,17%	14,55%	14,13%	13,45%	13,16%

Directeur de la publication : Yves BARROUX
Responsable de la rédaction : Max REMBLIN
Editeur : IEOM - Etablissement public
Achevé d'imprimer le 14 décembre 2009
Dépôt légal : 14 décembre 2009 - N° ISSN 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

Agence de Polynésie française
21 rue du Docteur CASSIAU – BP 583 - 98713 PAPEETE
Tél. : (689)506500 – Télécopie : (689)506503
Site Internet : www.ieom.fr

Coordonnées du siège



IEOM

164, rue de Rivoli
75001 PARIS
tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : ieomwf@wallis.co.nc
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03